

Bulletin

de la

Fédération des Femmes du Québec

1600, rue Berri - pièce 3115 - Montréal H2L 4E4 tél.: (514) 844-6898

Volume 8 numéro 1

Septembre/octobre 1977



**Chislaine Patry-Buisson, la présidente sortante, et Sheila Finestone, la nouvelle présidente.
Une passation de pouvoirs harmonieuse.**

La rentrée

C'est au congrès de mai dernier que s'est dessiné le profil des activités de l'année 1977-78. En effet, les résolutions adoptées constituent des défis formidables qui stimulent votre Conseil d'administration, lequel a tenu sa première réunion immédiatement après l'Assemblée générale et s'est réuni par la suite plusieurs fois au cours de l'été pour mettre sur pied un programme d'action sociale et d'éducation. Nous espérons que ce programme est suffisamment clair et précis.

Avant d'entreprendre quoi que ce soit, nous avons des choses urgentes à régler. La première était de nous assurer des argents nécessaires afin de pouvoir continuer à fonctionner; la deuxième était de maintenir une continuité dans l'action à l'aide d'un personnel qualifié et la troisième était de distribuer les secteurs d'activités.

Afin que les priorités de notre programme dépassent le stade des vœux pieux, nous avons fait des demandes de subventions aux gouvernements fédéral et provincial pour établir les programmes d'action sociale et d'éducation que nous jugeons indispensables. Nous avons également demandé au gouvernement fédéral de renouveler la subvention pour la publication du bulletin, lien précieux entre tous les membres. Les deux gouvernements ont répondu favorablement à certaines de nos demandes et j'attends incessamment des nouvelles concernant les autres.

Une fois réglées les questions financières, nous avons cherché une coordonnatrice. Des annonces parues dans le journal de Montréal et de Québec ont suscité de nombreuses candidatures intéressantes et la FFQ est heureuse d'annoncer la nomination de Nicole Boily au poste de coordonnatrice. Nicole s'est vite familiarisée avec son travail auquel elle apporte une expérience pertinente, un intérêt marqué pour les préoccupations des femmes du Québec et son engagement à promouvoir l'égalité pour les femmes au niveau économique, social et politique. Nous lui souhaitons la bienvenue parmi nous.

C'est avec regrets que nous acceptons la démission de Gabrielle Labbé, directrice du Centre de renseignements et de documentation depuis sa fondation il y a un peu plus de quatre ans. Mademoiselle Labbé a accueilli et guidé des centaines de femmes avec chaleur, compréhension et sollicitude. Elle a accumulé une documentation nombreuse et variée, outil précieux pour le Centre, et a mis son esprit créatif et dynamique au service de nous toutes. C'est elle qui a fondé le **prix Yvette-Rousseau**, auquel elle consacrera désormais toutes ses énergies. En lui disant **Au revoir**, nous lui souhaitons la meilleure des chances dans ses nouvelles fonctions.

Le troisième défi était d'établir un programme qui réaliserait les buts énoncés dans vos résolutions du congrès. Ce ne fut pas une tâche aisée. Inutile de préciser qu'il ne sera pas possible d'atteindre tous ces buts en même temps. Cependant, nous croyons sincèrement que ce que nous vous proposons permettra à chacune d'entre nous de devenir une citoyenne mieux informée et d'améliorer sa vie de tous les jours.

Notre action a deux volets: **1** : rencontres nombreuses avec des femmes de tous les coins de la province. Ces rencontres prendront la forme de séminaires à l'Institut Desjardins, à Lévis. Les sessions de leadership se poursuivront, également à l'Institut Desjardins. Ces sessions permettent aux femmes de développer leurs talents et d'occuper, au sein de leurs associations, des postes de commande. Nous offrons un nouveau cours qui nous donnera l'occasion d'étudier de près la réalité quotidienne de la femme au travail. Nous nous pencherons sur la structure du monde du travail, nous familiariserons avec les lois qui régissent cet univers et étudierons l'histoire du mouvement syndical. Tout ceci, bien sûr, en vue d'une action concertée pour présenter les amendements nécessaires. N'oublions pas qu'il y a plus de trois millions de femmes au Québec et qu'elles constituent plus de 34% de la population au travail. En 1941, il y avait 261,191 femmes au travail, dont 7.5% étaient des femmes mariées et, en 1976, 987,000 femmes travaillent à l'extérieur du foyer, dont 49% sont des femmes mariées. Ces statistiques représentent presque la moitié de la population féminine du Québec âgée de plus de 15 ans. Le tiers des travailleurs québécois est féminin et la moitié de ces femmes sont des femmes mariées. Il n'y a que l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve et Québec qui n'ont pas encore légiféré sur les congés maternité. Ces réalités — et bien d'autres — seront étudiées d'une façon exhaustive pendant les séminaires provinciaux.

2° : collaboration étroite avec les Conseils régionaux et les associations. Le Comité du programme se propose d'organiser des rencontres mensuelles d'information sur le monde du travail, avec personnes-ressources et discussions. A la suite de ces réunions, nous espérons être en mesure de recommander les changements législatifs suggérés au Congrès. A Montréal, en collaboration avec le Cégep Bois-de-Boulogne, nous répétons le cours **l'Initiation à la vie politique** et offrons un nouveau cours: **Planification et administration du budget familial**. Ces cours ont été conçus pour aider les femmes à se reconnaître dans le monde politique et économique qui affectent leur vie quotidienne. Nous continuons à collaborer avec le projet **Nouveau départ** du YWCA. Nous espérons pouvoir offrir ce cours ailleurs qu'à Montréal et, dans ce but, notre coordonnatrice et moi-même avons l'intention de visiter nos conseils régionaux et différentes associations au cours des mois d'octobre et de novembre.

Nous avons d'autres projets dont je vous ferai part plus tard. Le Conseil d'administration espère que ce plan d'action répond à vos attentes. Nous souhaitons que toutes membres individuels ou associations-membres, participiez activement et que nos efforts conjugués fassent enfin reconnaître nos droits.

Une personne seule, un groupe isolé ne peuvent espérer faire bouger les choses. Seule une action concertée est efficace. Pouvons-nous compter sur vous? **Vous + la FFQ — Action!**

Sheila Finestone

AU REVOIR GABRIELLE LABBE

Comme le mentionne précédemment Sheila Finestone, Gabrielle Labbé quitte le Centre de renseignements et de documentation où, pendant plus de quatre ans, elle a travaillé avec ardeur et dynamisme. "Je pars dans l'amitié", dit-elle. Dorénavant Mlle Labbé va se consacrer entièrement au prix *Yvette-Rousseau* qu'elle a fondé. Il y a bien sûr un peu de tristesse à quitter un poste auquel elle a donné le meilleur d'elle-même, mais aucune amertu-

me: "J'ai toujours souhaité vivement que les femmes aient des opinions personnelles, se renseignant au lieu d'écouter la personne qui leur plaît. Les actes que l'on pose dépendent des idées que l'on a. Je pense que ce prix a rejoint les femmes. Quand une femme du lac Saint-Jean m'envoie son témoignage, je me dis que j'ai atteint mon but." Infatigable Gabrielle Labbé... Le comité du bulletin lui offre ses amitiés et son admiration et lui souhaite bonne chance.



BONNE CHANCE GHISLAINE

Ghislaine Patry-Buisson, la présidente sortante de la FFQ, est maintenant agent de coopération à la Commission des droits de la personne. Elle travaille de façon plus particulière avec les organismes dans le but de les informer sur la loi 50. Elle collabore à certains projets relatifs aux droits et rapporte à la Commission les problèmes existants. Son

travail la met en contact particulièrement avec les femmes et les autochtones. Son expérience à la présidence de la FFQ l'a sensibilisée aux problèmes des femmes. Nous lui souhaitons bonne chance dans ses nouvelles fonctions et ne doutons pas que son dynamisme sera un atout pour la Commission des Droits de la personne.

BIENVENUE NICOLE BOILY

Nicole Boily, notre nouvelle coordonnatrice est issue du monde de l'enseignement où elle oeuvra pendant 15 ans, se consacrant professionnellement à l'enseignement et à la recherche.

Elle fut tour à tour professeur chez les jeunes au Cégep et à l'Université et auprès des adultes. Elle consacra à cette dernière tâche plusieurs années, s'occupant à la fois d'enseignement et de l'organisation d'activités et de programmes au Ser-

vice d'Éducation permanente de l'Université de Montréal.

Depuis de nombreuses années, elle milite activement dans son milieu au sein de comités d'école et de parents et, en juin dernier, elle était élue à la Commission scolaire Sainte-Croix. C'est à l'occasion de la pratique du marché du travail et de l'écoute des divers publics, rencontrés au cours de ces activités, que sa sensibilisation aux problèmes de la femme s'est développée.



CONSEILS REGIONAUX

Conseil régional de Québec

— Une réunion convoquée par la FFQ, région de Québec, a rassemblé, le 15 septembre dernier, près de 20 associations féminines de la grande région de Québec. La rencontre avait pour but de trouver un dénominateur commun des préoccupations actuelles des mouvements féminins de la région 03 et d'en faire part au Conseil du statut de la femme qui pourra alors les représenter auprès du public et du gouvernement. Un consensus s'est fait autour de la nécessité de porter cette année l'énergie des regroupements féminins sur le livre vert d'une politique de la condition féminine.

— L'assemblée générale annuelle du Conseil régional de Québec a eu lieu le 22 septembre dernier. A cette occasion, le nouvel exécutif a été élu, il est composé de:

Françoise Stanton, présidente
Jeannine Arsenault, vice-présidente
Lucille Ledoux, vice-présidente
Denise Rochon, vice-présidente
Michelle Guay, secrétaire
Lise Douville, trésorière

— **Orientation pour l'année 77-78** (principaux projets)

— **Vire-Vie** un projet pilote mis sur pied grâce à une subvention du Conseil du statut de la femme, est

une tentative d'enrayer le sexisme en milieu scolaire. Il s'agit d'aider la jeune fille de 14 à 16 ans à s'orienter en ne se laissant pas emprisonner dans les stéréotypes et l'aider ainsi à parfaire son autonomie. Les travaux préparatoires à la mise en marche du projet durent depuis un an avec l'aide de l'INRS. Les sessions avec les étudiantes auront lieu à l'automne et rejoindront de 750 à 1000 jeunes filles de six régionales de la région de Québec.

— **Veuve à Veuve** est un projet, présenté par le CA provincial, qui sera implanté dans la région de Québec à titre expérimental. C'est un projet de dépannage global de la nouvelle veuve. Le travail pourrait commencer cet automne si les fonds nécessaires au démarrage sont obtenus.

— Etude du rapport Champagne sur "L'inégalité hommes-femmes". Synthèse et recommandations par un comité d'étude en réponse aux attentes de la FFQ et de M. Champagne.

— Démarches de la présidente pour l'établissement d'un secrétariat permanent des organisations féminines à but non lucratif. La réalisation du projet s'effectuera prochainement.

— Etude et synthèse du projet d'action civique présenté par le CA provincial. Si les subventions deman-

dées sont obtenues, ce projet sera un outil de travail très utile pour répondre aux attentes des membres.

— Visite de la nouvelle coordonnatrice de la FFQ, Nicole Boily, lors de l'assemblée générale. Elle a renseigné les membres sur ses nouvelles fonctions. Toutes ont manifesté leur intérêt devant cette nouvelle possibilité de resserrer les liens entre le Conseil d'administration et les conseils régionaux.

Le **Conseil régional Saguenay-Lac Saint-Jean** vous fait part du résultat des élections qui ont eu lieu lors de l'assemblée générale du 19 septembre 1977.

A la présidence, Hélène Giasson
1ère vice-présidente, Françoise Gro-
leau
2ième vice-présidente, Gisèle Simard
3ième vice-présidente, Brigitte Mun-
ger
Secrétaire, Suzanne Bonneau.

C'est avec beaucoup d'intérêt que nous avons pris connaissance des divers programmes offerts par la Fédération pour la saison qui débute; nous ferons en sorte que toute cette information atteigne les intéressées, et les autres!

Le Devoir 19-9-77 Renée Rowan

Une coordonnatrice à plein temps — La FFQ est heureuse d'annoncer la nomination d'une coordonnatrice à plein temps, Mme Nicole Boily. Il s'agit d'une innovation à la Fédération.

"C'était devenu une nécessité, souligne Sheila Finestone. Le travail, à l'intérieur de la Fédération, a toujours été fait par des bénévoles et nous continuerons de la même façon. Mais ça nous prenait une personne qui puisse, sur une base continue, suivre tous les projets, coordonner les activités, agir à la fois comme animatrice et soutien auprès des volontaires."

Enseignante et animatrice de formation, Nicole Boily a travaillé auprès des adultes en éducation permanente. Elle a fait partie du mouvement pour la sauvegarde de l'École Paul Gérin-Lajoie, d'un comité d'école et elle

est actuellement commissaire à la Commission scolaire Sainte-Croix.

On la retrouvera non seulement au siège social de la Fédération des femmes du Québec, rue Berri, à Montréal, mais elle visitera chaque mois les cinq conseils régionaux de la FFQ: Québec, Lac Saint-Jean, Sherbrooke, Thetford Mines et Montréal.

"Cette initiative, explique-t-elle, est prise dans le but d'impliquer davantage les conseils dans l'action et d'établir des liens plus étroits entre les régions."

Ces visites permettront également à la coordonnatrice de rapporter au conseil d'administration de la Fédération les préoccupations et les besoins de chaque région. "Il est important, note Sheila Finestone, que la Fédération reflète les besoins individuels et collectifs de toutes les femmes du Québec."

ASSOCIATIONS

Troisième âge et culture

Madeline Préclaire, présidente du comité de l'éducation de l'**Association des femmes diplômées des universités**, lors de la préparation et de la distribution du mémoire de l'AFDU offre aux adultes, retraités ou non, un lieu de services, de rencontres, d'éducation et de réflexion.

Objectifs de ces rencontres:

- recherche d'un épanouissement personnel, d'une stimulation intellectuelle
- formation de nouveaux réseaux de relations
- recherche de valeurs qui permettent d'avancer en âge avec dignité et de travailler à créer un nouvel art de vivre.

Programme

ACTUALITE

- Comprendre les média d'information
- L'actualité politique
- L'actualité sociale
- L'actualité scientifique
- L'actualité religieuse

ART ET FOLKLORE

- Comment étudier un tableau
- Comment comprendre une pièce musicale
- L'affiche, miroir de l'histoire
- La maison au Québec
- Les contes d'ici et d'ailleurs

Programme

Automne 1977

Chaque série comporte 5 rencontres. On peut s'inscrire à une, deux ou à toutes les séries.

SANTE

- Comprendre son corps
- Santé biologique et santé humaine
- Les changements biologiques à travers les âges de la vie
- Psychologie et vieillissement
- Diététique

ATELIERS DE LECTURE

CINE-CLUB

CONDITIONNEMENT PHYSIQUE

Centre du Gesù

Santé
Actualité
Atelier de lecture
Cinéma

Au GESU
1202, rue Bleury
Montréal
866-2305

Métro, Place des Arts, sortie Bleury

Frais d'inscription: 1 série: 5 dollars; l'ensemble: 15 dollars

Une série supplémentaire: "REFLEXION" sera donné le soir au Collège Brébeuf pendant le mois de novembre.

Je désire m'inscrire aux séries suivantes:

BREBEUF

Santé.
Actualité.
Art et folklore.
Conditionnement physique.

GESU

Santé.
Actualité.
Atelier de lecture.
Ciné-Club.

NOM.

Adresse.
Téléphone.

Les frais d'inscription doivent être adressés à:
Troisième âge Culture

Centre du Brébeuf

Santé
Actualité
Art et Folklore
Conditionnement Physique

Au Collège Brébeuf

5625, Decelles

Montréal

342-1320

Autobus 51 et 129

L'ASSOCIATION DES FEMMES DIPLOMEES DES UNIVERSITES (MONTREAL)

AGENDA 1977-1978

1977 18 octobre mardi

assemblée générale d'automne A.F.D.U. Montréal

La Guilde des Arts graphiques

4677 rue Saint-Denis, Montréal

Sortie du Métro Laurier, direction Gilford
démonstration sur la technique de la gravure
par monsieur Serge Lacroix.

22 octobre samedi

réunion d'automne du Conseil Provincial
cf page 7

7 novembre lundi

qu'est-ce que c'est que la femme d'aujourd'hui?
cf page 4 (un de nos projets 77-78)

1978 juin

réunion annuelle du Conseil de la F.C.F.D.U.
détails à suivre

1979 19-24 mai

congrès triennal F.C.F.D.U.
détails à suivre

Association des Veuves de Montréal Inc.

Devise "Rester Vivante"

Nous vous proposerons un thème de réflexion que nous voulons un idéal et une ligne de conduite pour chacune.

"QUE FAIS-TU DE TA VIE?
NOUS AVONS POURTANT BESOIN DE TOI"

Cela exige une prise de conscience de son emploi du temps, de ses talents, (nous en avons toutes) et souvent nous les ignorons, et une invitation à regarder autour de soi pour constater que nous pourrions offrir nos services à la communauté.

Nous étudierons ensemble la nouvelle orientation que nous souhaitons donner à nos réunions mensuelles. Ceci dit afin de nous faire réfléchir et de nous préparer à une assemblée sérieuse, constructive et amicale.

Nous nous retrouverons avec grande joie en septembre. Nous aurons sûrement plusieurs figures nouvelles; nous les accueillerons chaleureusement en leur offrant notre sincère amitié.

Germaine Bock,
présidente.

DINER

Un anniversaire ça se fête!!!

Octobre 1977 marque le 18^e anniversaire de fondation de notre association. Ne pouvant laisser passer inaperçu cet événement, nous vous invitons à un "Brunch", à l'hôtel de l'Institut du Tourisme, 3535 rue St-Denis, (Métro Sherbrooke), le dimanche 30 octobre.

Le repas sera servi de 11h. à 13h. La salle restera à notre disposition afin de continuer cette rencontre amicale.

Les billets seront en vente le 1^{er} octobre, à \$6.00 pour les membres et \$7.00 pour les invités.

Faire chèque payable à:

l'Association des Veuves de Montréal inc.
120 ouest, boul. St-Joseph
Montréal H2T 2P6

Prière d'inclure une enveloppe adressée et affranchie pour le retour des billets.

Responsables:

Cécile Lachapelle

276-3229

Annette Roy (de 9h. à midi)

388-0965

N.B. "Brunch" — tiré des mots anglais "Breakfast et lunch" qui signifie déjeuner-dîner.

National Council of Jewish Women of Canada

THE NEW NATIONAL EXECUTIVE COUNCIL

Officiers:

Marjorie Blankstein, Winnipeg	President
Dorothy Reitman, Montreal	Immediate Past President
Lucille Lorie, Toronto	Honorary President
Ethel Fried, Edmonton	Vice-Presidents
Eva Goldenberg, London	
Bunny Gurvey, Winnipeg	
Helen Marr, Toronto	
Evelyn Bernsteing, Toronto	Admin. Secretary
Ray Rosenberg, Hamilton	Treasurer
Frances Olin, Toronto	Recording Secretary

Councillors:

Ruth Carnat and Anne Brodsky, Calgary
Cheryl Friedenthal, Edmonton
Anne Singer, London
Edith Teitelbaum, Montreal
Vivian Caplan, Ottawa
Sharon Balick, Toronto
Hinda Simkin, Vancouver
Sharon Wolchock, Winnipeg

National Committee Appointments:

Israel Family Counselling	
Gloria Cantor, Winnipeg	
Ray Rosenberg, Hamilton	Association Finance
Dorothy Reitman, Montreal	Citizen Impact
Sharon Gray, Ottawa	Canadian Unity
Lucille Lorie, Toronto	National Life Membership
Bunny Gurvey, Winnipeg	Ways and Means
Eva Goldenberg, London	Guidelines and Positions
Jean James, Winnipeg	Irene Samuel Scholarship Fund
Evy Kline, Edmonton	I.C.J.W.
Helen Marr, Toronto	Communications and Public Relations

PUBLICITE

La FEDERATION SEPHARDIE CANADIENNE

est heureuse de vous annoncer que son 31^{ème} Congrès National aura lieu les

**SAMEDI 29 et DIMANCHE 30
OCTOBRE 1977 à l'ECOLE
MAIMONIDE. : 56 15 PARKHAVEN :
Côte St-Luc.**

Toute la population sépharade canadienne est invitée à participer à cette grande manifestation.

Des renseignements complémentaires vous parviendront prochainement. Tél. 934-0804

Mouvement des femmes chrétiennes

Mise au point sur l'identité propre au M.F.C. (1)

"A la suite des ateliers au dernier Congrès National, l'Equipe Nationale a fait, elle aussi, son propre retour. Thérèse Mandeville en a fait, la communication publique. Cette communication pourrait, croyons-nous, intéresser toutes les membres du M.F.C.

Pendant que vous étiez à vivre en équipe, le retour sur la journée d'hier (la journée de formation), l'Equipe nationale faisait aussi un retour sur ce qui se vit et sur ce qui se dit ici et là, depuis le début du Congrès.

Puisque le retour nous permet de remettre en question ce que l'on est et ce que l'on doit être, l'Equipe nationale trouverait opportun, à ce moment précis, d'apporter des précisions sur l'identité propre à notre Mouvement. Mon intervention n'était pas inscrite au programme du Congrès, et je vous demande la permission de l'insérer ici.

Ce que je vous apporte vous permettra peut-être de vérifier la qualité de votre équipe. Je n'en sais rien. Je n'ai pas eu suffisamment le temps de mettre de l'ordre dans mes idées. Ce que je fais présentement, c'est d'essayer de vous dire, avec des mots, ce que je vis et ce que je ressens. Ce n'est pas facile à exprimer. Comme tout membre du M.F.C., "ce que je fais devrait toujours être revisé en fonction de ce que de devrais être." C'est ce qui m'arrive ce matin. En essayant d'identifier ce qui nous caractérise, j'espère aussi aider celles qui ont toujours de la difficulté à répondre lorsqu'on leur demande: "Qu'est-ce que le M.F.C. et qu'est-ce qu'on y fait?"

Il existe une multitude de Mouvements et d'Associations qui sont toutes valables et avec lesquels nous avons des choses en commun. Je pense à l'AFEAS, aux Cercles de Fermières, aux Filles d'Isabelle. Toutes ces Associations regroupent des femmes comme nous; elles ont des équipes locales; elles font une action sociale en vue de transformer le milieu; elles sont confessionnelles. Elles ont, comme nous, un organisme national ou provincial. Elles font l'é-

tude de documents, préparent des mémoires, donnent de l'éducation et de la formation à leurs membres. Elles veulent le bien de l'Eglise et le renouveau de la vie chrétienne. Aux Associations déjà mentionnées, j'ajouterai les Cursillis, le Renouveau charismatique. Tous ces groupes possèdent une spiritualité profonde et savent se remettre en question, comme nous.

Mon intention n'est pas ici de dévaloriser quelque Mouvement que ce soit. Je l'ai dit au début: ils sont tous valables et ils ont leur importance. Si je les ai mentionnés en essayant de voir ce que nous avons de commun avec eux, c'est uniquement dans l'intention de vous faire saisir davantage ce qui nous en distingue.

Dans le M.F.C., ce qui nous caractérise d'abord, c'est que la vie doit jaillir de la base. Les organismes de direction en sont là que pour alimenter et favoriser cette vie.

Pour illustrer ceci, je prendrai l'exemple suivant: un organisme décide un jour, de construire une maison. Il fait appel à ses membres de la base en leur disant: "Vous devez venir nous aider à construire. Mais, pour qu'elle soit belle, nous avons retenu les services d'experts..." Dans le M.F.C., au contraire, ce sont les membres de la base qui décident de construire une maison. Elles se servent de leur propre créativité; elles ont le sens du partage des tâches. La maison sera probablement moins belle que la première. Mais, en la bâtissant de leurs mains, nos membres auront vécu quelque chose de très fort. Elles en sortiront grandies parce qu'elles auront réalisé un projet "entre elles".

Quand je dis que la vie du Mouvement vient de la base, je pourrais parler d'une utopie qui me hante: ce serait que chaque cellule de base soit comme une Equipe nationale très forte. Chaque membre, à la base, est un moteur. Il arrive parfois que ce moteur ait besoin d'un ajustement. Dans

notre cas, l'ajustement serait nos outils de travail et nos moyens de formation. Chaque moteur serait relié aux autres par un même fil conducteur. Ce fil conducteur serait nos équipes diocésaines, les inter et l'Equipe nationale. Si vous me suivez bien, vous voyez le rôle des organismes de direction qui est d'alimenter cette vie à la base, par le truchement de ce fil conducteur.

Imaginez la force qui en résulterait! Mes exemples peuvent vous sembler cocasses. Mais je crois qu'ils peuvent aider à saisir plus concrètement ce qui nous caractérise.

Mais il y a une autre chose qui nous caractérise encore davantage: nous sommes un mouvement d'Action Catholique.

Certains me diront que tout le monde peut faire de l'apostolat sans qu'il soit nécessaire d'appartenir à l'Action Catholique. Je répondrai que c'est vrai. Ainsi prenons l'exemple d'un commissaire d'école. S'il est catholique, il va apporter, dans son travail, une dimension catholique. Son action est catholique. Mais la commission scolaire où il travaille n'est pas baptisée: elle n'est pas une "commission de Jésus-Christ." Son but n'est pas la construction du Royaume de Jésus-Christ. Voilà l'énorme différence. Le but primordial du M.F.C. est de travailler à la construction du Royaume de Jésus-Christ. Le M.F.C. tout entier, ses membres, toutes ses cellules de base sont donc des agents de transformation et d'exécution, mandatées officiellement par Jésus-Christ. Il nous a demandé, par la bouche des Evêques, de travailler à la construction du Royaume de Jésus-Christ. Voilà la tâche officielle et grandiose qui nous incombe et nous donne notre identité propre. Toute notre action doit collaborer à cette construction du Royaume, par une multitude d'actions émanant de la base, "entre elles et par elles". C'est ainsi que Jésus l'a voulu.

Thérèse Mandeville



Liliane Webb est consultante en ressources humaines. Elle a vingt ans d'expérience dans des positions de cadre au sein d'organisations publiques et privées au Canada aussi bien qu'aux Etats-Unis, en France et en Allemagne.

Atelier d'une journée

Le bon sens mène à l'efficacité

Notre atelier intensif ne dure qu'une journée mais offre un défi tout particulier aux femmes qui désirent obtenir ou ont récemment accepté un poste de cadre au sein de leur compagnie. A l'aide de conférences, de discussions de groupe et d'un exercice pratique de gestion, ce séminaire permet aux participantes de développer et de perfectionner des techniques d'orientation, de planification et de prise de décision.

Les participantes apprendront les règles fondamentales qui mènent à l'efficacité: emploi bien organisé du temps, prise de conscience des capacités individuelles, lignes de conduite facilitant la motivation et les communications, importance que prennent les valeurs et images de l'avenir dans l'établissement d'objectifs réalisables, et autres.

RENSEIGNEMENTS

1, Place Ville Marie, Suite 3235,
Montréal, Québec, Canada H3B 3M7
Téléphone: (514) 871-9022

Le Devoir 26-9-77 Renée Rowan

Liliane Webb est entrée sur le marché du travail comme interprète du consul général de France en Allemagne. "Dès le début, dit-elle, je me suis retrouvée dans un monde d'hommes où, pour me tailler une place, je devais agir avec compétence."

Les événements l'ont ensuite entraînée vers les Etats-Unis où elle a travaillé comme officier de relations publiques auprès de l'Organisation mondiale de la santé. Plus tard, une fois ses enfants à l'école toute la journée, comme beaucoup de femmes elle s'est alors sentie libre de reprendre ses activités professionnelles à plein temps. Elle s'est retrouvée dans une firme américaine où elle s'est intéressée à un programme de formation en management. "J'aidais les clients à faire leur profil de carrière et à planifier leur programme de formation."

C'est à travers ces différentes expériences qu'elle a appris son métier de consultante qu'elle venait exercer à Montréal il y a sept ans. "A un certain moment de ma carrière, raconte-t-elle, j'ai eu le choix d'aller vivre là où je le voulais. J'ai choisi Montréal parce que je voulais travailler en français, une langue que j'aime." Le caractère cosmopolite de notre ville l'a également attirée, elle-même parlant couramment plusieurs langues.

En arrivant ici, Liliane Webb a été directrice du Centre des arts visuels pour ensuite devenir consultante, surtout auprès d'organismes sans but lucratif. Elle a coordonné la levée de fonds pour le Musée des Beaux-Arts ainsi que la campagne de souscription du YWCA.

A travers toutes ces pérégrinations, elle a rencontré des femmes compétentes, très douées, des femmes qui disposent d'un potentiel extraordinaire, affirme-t-elle, mais qui souvent manquent de confiance en elles, ne savent pas comment jouer leurs cartes pour se mettre en valeur et développer leur carrière. Les femmes ont peur et manquent d'aide.

C'est donc pour aider celles qui sont déjà sur le marché du travail qu'elle organise, pour la première fois cet automne, des ateliers d'une journée destinés aux femmes désireuses d'obtenir ou qui ont récemment accepté un poste de cadre au sein de leur compagnie.

A l'aide de conférences, de discussions de groupe et d'exercices pratiques de gestion, cet atelier, dont le premier a eu lieu la semaine dernière, a pour but de permettre aux participantes de développer et perfectionner des techniques d'orientation, de planification et de prises de décision.

Les participantes y apprennent les règles fondamentales qui mènent à l'efficacité: emploi bien organisé du temps, prise de conscience des capacités individuelles, lignes de conduite facilitant la motivation et les communications, importance que prennent les valeurs et images de l'avenir dans l'établissement d'objectifs réalisables.

"Je voudrais bien faire comprendre aux femmes, souligne Lilliane Webb,

l'importance de développer des attitudes positives. On peut attirer le succès en s'y préparant. Les choses n'arrivent pas par accident; il faut se préparer dans plusieurs directions pour être ensuite prêtes à prendre des chances au bon moment en disposant de plus d'atouts possible."

De plus en plus de femmes aspirent à assumer des postes de direction, poursuit Mme Webb. "Cette réalité de la vie contemporaine peut contribuer d'une façon remarquable au progrès de toute organisation qui sait la reconnaître et s'en servir. La formation et la promotion de celles qui sont capables de réussir dans des fonctions de cadres moyens et supérieurs motivent le personnel féminin et, de ce fait, la productivité de l'entreprise augmente."

Une dizaine de femmes ont participé au premier atelier, certaines occupant déjà des postes de cadre, une songeant à se lancer dans une entreprise, deux dont une professionnelle de la santé — étant sur le point de réorienter leur carrière.

"Je suis venue ici, souligne l'une des participantes, gérant du personnel dans une société d'Etat, afin de voir si cet atelier ne pourrait pas nous être utile pour aider à la formation et à la promotion de notre personnel féminin."

Société d'étude et de conférences

SECTION DE MONTREAL

SAISON: 1977-1978

SECRETARIAT:

Lundi, mercredi, vendredi
10 heures à 16 heures
1600 rue Berri — suite 3125
Montréal H2L 4E4
849-0854

CULTURE ET ART QUEBECOIS

MARDI — 13 SEPTEMBRE — 14 HEURES

**RENCONTRE AMICALE ET VISITE DU
GRAND SEMINAIRE DE MONTREAL**

2065, rue Sherbrooke ouest
Renseignements: 849-0854

MARDI — 27 SEPTEMBRE — 12 HEURES 30

**"LA PENSEE ET L'ART MAGNIFIANT
ET CRUCIFIENT L'ETRE"**

RINA LASNIER, poète, membre-fondateur de
l'Académie canadienne-française

Hôtel Ritz-Carlton

Déjeuner-causerie

Renseignements: 849-0854
679-7169
655-5734

Prix du billet: \$10.00

MARDI — 11 OCTOBRE — 13 HEURES 30

"LE ROMAN, POUR QUOI FAIRE?"

GILLES MARCOTTE, écrivain et
professeur à l'Université de Montréal
Bibliothèque Nationale du Québec
1700, rue St-Denis

LUNDI SOIR — 24 OCTOBRE — 20 HEURES

**"ART PICTURAL: PSYCHOLOGIE ET
NECESSITE DE LA COULEUR"**

MARCELLE FERRON, artiste peintre
Bibliothèque Nationale du Québec

MARDI — 8 NOVEMBRE — 13 HEURES 30

"LE THEATRE"

RENCONTRE AVEC FRANCOISE GRATON,

comédienne et directrice de
La Nouvelle Compagnie Théâtrale
Bibliothèque Nationale du Québec

MARDI SOIR — 22 NOVEMBRE — 19 HEURES 30

"L'ART LYRIQUE AU QUEBEC"

JOSEPH ROULEAU, artiste de réputation
internationale

Dîner, entretien et récital

Soirée annuelle de la S.E.C., section de Montréal
Hôtel Château Champlain (salle de bal)

Renseignements: 849-0854
679-7839
679-7169

MARDI — 6 DECEMBRE — 13 HEURES 30

"L'ART ET LE SACRE"

VISITE GUIDEE DE L'EGLISE NOTRE-DAME

A l'orgue: Pierre Grand'Maison

**PRISE DE CONSCIENCE ET ENGAGEMENT
HUMAIN**

MARDI — 17 JANVIER — 13 HEURES 30

"LE CHOC DU PRESENT"

PAULE STE-MARIE, directrice du Service



d'Accueil et Communications à la Commission
des Droits de la Personne
Auditorium de la Banque Royale,
1 Place Ville-Marie

MARDI – 14 FEVRIER – 13 HEURES 30
**"CONFERENCE SUR LES MALADIES
CARDIAQUES"**

DOCTEUR PAUL DAVID, fondateur de l'Institut
de Cardiologie de Montréal
Auditorium de la Banque Royale

MARDI – 7 MARS – 13 HEURES 30
"ILLUSIONS ET REALITE DE L'ENGAGEMENT"

MADELEINE RYAN, membre du Conseil
Supérieur de l'Education
Auditorium de la Banque Royale

MARS OU AVRIL

RENCONTRE AVEC UN INVITE

Renseignements: 849-0854
341-7805
655-5734

MARDI – 28 MARS – 13 HEURES 30
"GENEALOGIE: CONNAISSANCE DE SOI"

JULIEN DEZIEL, o.f.m., président de la Société
Généalogique canadienne-française
Auditorium de la Banque Royale

MARDI – 11 AVRIL – 13 HEURES 30
TEMOIGNAGE D'UN ANTHROPOLOGUE"

GUY DUBREUIL, professeur à l'Université de
Montréal
Auditorium de la Banque Royale

MARDI – 16 MAI

BALADE SUR LES RIVES DU RICHELIEU

Renseignements: 849-0854
655-5734
341-7805

MARDI – 30 MAI – 13 HEURES 30

CONCOURS LITTERAIRE

Thème: "MONOGRAPHIE D'UN COIN DE PAYS"

LECTURE DU TEXTE PRIME

Hôtel Méridien de Montréal

Déjeuner

Renseignements: 849-0854
341-7805
679-7839

Membre bienfaiteur (actif ou associé)	\$20.00
Membre actif (membre d'un cercle d'étude)	et plus \$13.00
Membre associé (abonné aux conférences)	\$15.00
Billet d'entrée pour le public	\$ 3.00
Billet d'entrée pour un étudiant	\$ 1.00

L'entrée aux conférences est gratuite pour les
membres sur présentation de leur carte.

La carte de membre donne droit à une remise sur
l'achat de livres et de disques chez Edmond Ar-
chambault, aux Editions Fides, aux librairies
Flammarion et P.-A. Ménard.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité Exécutif

Présidente

Henriette V. Thibault

Vice-présidentes

Emma Z. Marcotte

Hélène C. Lemyre

Conseillères

Pierrette M. Lajoie

Réjane P. Dextras

Fabienne D. Pluviose

Secrétaire

Claire B. Gélinas

Trésorière

Denise N. Ostiguy

Sous-Comités

Recrutement

Germaine C. Crépeau

Réception

Qndrée C. Leduc

Publicité française

Rollande B. Coutu

Publicité anglaise

Katherine N. Smith

Liaison

Suzanne B. Lamer

Secrétaire-archiviste

Thérèse G. Héту

Assistants-secrétaires

Gisèle B. Jodoin

Assistants-trésorières

Andrée C. Hvizdak

Liette D. Bourassa

SONDAGE-DOSSIER-ELECTIONS PROVINCIALES

Lors des dernières élections provinciales, les mem-
bres de la FFQ avaient été invitées à participer active-
ment à la campagne électorale. Un dossier d'information
résumant les récentes prises de position de la FFQ sur
des problèmes d'intérêt féminin avait été distribué. Ce
dossier contenait également des suggestions et modèles
d'intervention ou de participation.

Désirant connaître vos réactions à cette démarche et
vos commentaires et suggestions pour une action future,
nous vous avons, par la suite, adressé un court question-
naire destiné à être beaucoup plus le début d'un dialogue
qu'un sondage scientifique, dialogue que nous souhaitons
vous voir continuer dans le bulletin.

Ces quelques commentaires ne sont pas la compilation



statistique rigoureuse de vos réponses. J'ai davantage recherché les images d'attitudes les plus fréquentes et j'ai également tenté de relever les remarques les plus aptes à aider la FFQ à poursuivre une action positive dans ce domaine de la participation à la vie politique.

Le comité du bulletin remercie toutes celles qui ont participé à ce mini-sondage. Il aurait fallu citer intégralement toutes vos réponses. Ne le pouvant malheureusement pas, nous laissons la parole à certaines d'entre vous en nous excusant auprès de celles dont nous avons dû résumer les réponses.

Christiane Bacave

Participation élevée et bien organisée des membres de la FFQ

Plus de la moitié des membres de la FFQ qui ont répondu au questionnaire a participé, en novembre dernier, à des assemblées électorales: réunions de "cuisine", assemblées publiques, assemblées partisanes etc... Le tiers des répondantes avait même organisé ou travaillé à l'organisation de ces réunions. Une participation active également, car plus de la moitié des membres a rencontré personnellement un ou plusieurs candidats et discuté avec eux de quelques-uns des sujets jugés prioritaires par la FFQ.

Lors de ces activités, rencontres, assemblées etc., le dossier préparé par la FFQ s'est avéré un excellent instrument "un bon point de départ pour poser de bonnes questions" et bien entendu pour évaluer les prises de position respectives des candidats. Il a été remis à des candidats, à la presse locale, distribué dans certaines associations-membres. "C'est le modèle de ce que l'on doit faire avant une élection".

Dans le cadre des organisations des partis, dans le comté, le jour de l'élection, les membres de la FFQ ont occupé des postes impliquant la prise de décisions et des responsabilités officielles. L'époque où les femmes étaient universellement et systématiquement reléguées au "comité des sandwiches" est-elle enfin révoquée?

Dans le domaine des priorités, on retrouve l'éventail complet et hélas toujours actuel des revendications des Québécoises: garderies, travail à temps partiel, égalité, avortement, troisième âge etc... auxquelles s'ajoutent des préoccupations plus vastes: lutte contre le chômage, "un climat social moins tendu", etc.

Participation plus intense et mieux structurée pour plus de la moitié des membres qui se jugent "plus prêtes", plus "politisées". La démarche politique apparaît comme l'instrument logique et indispensable de toute promotion de la condition féminine.

En ce qui concerne la poursuite de l'action, les réponses seront précieuses pour la FFQ. Les réponses à la question "**Dans l'avenir, comment la FFQ peut-elle continuer à susciter et favoriser l'implication de ses membres...?**", sont en effet éloquentes et souvent exigeantes. Elles expriment cependant une volonté ferme de collaborer avec la FFQ et une bonne volonté reconfortante pour les responsables des divers programmes.

Deux éléments dominent: d'une part, le besoin et le désir d'une formation adéquate, formation qui serait donnée sous forme de cours, stages, dossiers etc. "avec l'assistance d'une plus grande utilisation des médias"; d'autre part, les membres suggèrent la mise en place d'une structure de vigilance et de coordination facilitant des prises de position rapides et fréquentes ainsi qu'une

meilleure mobilisation, à cette occasion, des membres et des associations-membres.

En conclusion — et pour réflexion — cet extrait d'un travail de recherche d'une participantes aux cours d'initiation à la vie politique:

"On peut changer quelque chose si l'on y croit vraiment. Mais cela prend une bonne dose de patience, de courage et d'initiative. Les démarches sont stimulantes au début; suit une période de découragement, puis vient la période d'agressivité où l'on veut foncer et faire bouger à tout prix. Le premier accueil est bon mais par la suite, on aboutit presque toujours à un mur.

Je pense quand même qu'il ne faut pas lâcher. Je me reprendrai sûrement."

(Yolande Massé — La Salle, Québec)

"Les candidats en général restent peu éveillés aux questions féminines"

(Caroline Pestiau — Pierrefonds)

"Je suis partisane, mais je ne voudrais pas que la FFQ le soit"

(réponse anonyme)

"J'aurais aimé beaucoup plus d'appui de la part des femmes"

(une candidate)

"Je regrette qu'une fois encore n'ait pu s'organiser une activité comme avec les associations-membres"

(Marie-Germaine Guiomar — Sherbrooke)

"Il faut que la FFQ encourage les femmes à participer aux campagnes, au même titre que les hommes, à part entière. Il faut susciter des candidatures parmi les femmes. Ça me choque de n'en voir que 5 à l'Assemblée nationale!

(Thérèse Romer — Saint-Eustache)

"Je voudrais des renseignements objectifs qui aident les membres à se former une opinion face aux partis politiques"

(Madeleine Dallaire — Saint-Hilaire)

"Il faudrait des cours, si on pouvait décentraliser en dehors de Montréal en formant des agents multiplicateurs"

(Doris Hamel — Trois-Rivières)

"Il est important de susciter des candidatures féminines et, plus important encore, de faire la solidarité autour d'une candidate..."

(Marguerite B. Tremblay — Alma)

"Les cours procurent une ouverture d'esprit et incitent les femmes à s'engager au niveau de la politique et à déceler les besoins de notre société"

(Lucile Ouellet — Beloeil)

"Il faudrait aider les femmes de la FFQ qui se présentent à quelque niveau que ce soit"

(Nicole Huppé — Thetford-Mines)

"La formation à la vie politique implique aussi une présence continue aux événements, au quotidien..."

(réponse anonyme — Québec)

"C'est incroyable le nombre de femmes qui ont un grand besoin de se recycler dans beaucoup de domaines."

(Odile Hamel — Montréal)

"Il faut vulgariser parfois, rendre l'information plus accessible à la majorité"

(réponse anonyme)

"En étant mieux renseignée, j'ai pu participer plus activement..."

(Jacqueline Lauzon — Montréal)

"Davantage de dossiers, des cours... ainsi on pourrait mieux travailler au sein de chaque association."

(réponse anonyme — Thetford-Mines)

"La FFQ est et doit demeurer très positive dans sa façon d'aider les femmes au plan politique. La femme elle-même doit cesser de revendiquer et doit **prendre elle-même** sa place sur l'échiquier politique"

(Jacqueline Hébert — Anjou)

"Une association, pour vraiment aider toutes les femmes, doit rester apolitique"

(réponse anonyme — Québec)

"La meilleure solution, c'est l'information directe aux membres car elle rejoint plus de femmes. Les réunions, c'est bon seulement pour les femmes demeurant près des grands centres"

(Christiane Laporte — Saint-Paul de Chester
Ctè Arthabaska)

"On a besoin de la Fédération de plus en plus pour atteindre les femmes qui ne disent rien de leurs conditions de vie misérables."

(Rolande Tremblay Beaudin — Grand-Cascapédia
Ctè Bonaventure)

"Si les femmes peuvent réaliser que leur sort est entre les mains des **hommes** politiques..."

(Micheline Goulet — Québec)

"Les femmes, par leur vote, détiennent un énorme pouvoir."

(Lise Poupert Sarrazin — Montréal)

"J'aimerais que les groupes avant-gardistes soient écoutés à la FFQ"

(réponse anonyme)

"Un gouvernement ne peut fonctionner équitablement si les femmes n'y sont pas représentées"

(réponse anonyme — Arvida)

"Personnellement, j'aimerais que la FFQ ait des priorités en période électorale et qu'elle cerne bien le ou les problèmes."

(Madeleine Turgeon — Montréal)

COURRIER

Une seule lettre... mais réconfortante

Micheline 8 août 1977.

*Chères rédactrices,
Désolé de n'avoir
pu participer au dernier
Congrès, je me sens toutefois
très bien informée sur
la vie de la FFQ, grâce à
votre excellent bulletin.
Bien présentée et bien rédigé
Bravo à vous!*

*J'ai tardé à vous écrire
à cause de la période de
vacances, mais je de-
meure très attachée
et intéressée à votre travail.
Cordialement
Simonne Chartrand*

LES COMMENTAIRES DE RENE LEVESQUE



Condition féminine

"A la réflexion (qui est naturellement l'une des grandes occupations de ceux qui ne sont plus au pouvoir!) ce questionnaire m'apparaît comme l'une des choses les plus utiles auxquelles j'aurai eu l'occasion de participer un peu durant mon bref séjour dans le "coin social" du gouvernement.

Il permet de prendre le pouls de plus de mille Québécoises sur la politique familiale, ce parent pauvre de notre soi-disant société d'abondance. Rien ne saurait être plus sain pour les législateurs, les administrateurs, les technocrates, si terriblement coupés du réel par d'inconcevables montagnes de paperasse, que de se faire mettre sous le nez ce tableau concis et, pour moi, convaincant de ce que "le client demande".

Le client, c'est la famille d'aujourd'hui. Ce qu'elle demande c'est dans toute sa splendeur, le bon sens. Les fameuses priorités, que tant de beaux esprits s'épuisent en équipes à repérer scientifiquement, en voici quelques-unes, et des plus cruciales.

Dans une société qui a fini par se résigner en rechignant à instruire ses filles à l'égal des garçons, et où le travail féminin est un fait désormais permanent à tous les niveaux, on réclame des garderies convenables en nombre suffisant. C'est le bon sens qui le dit."

Politique

En novembre 1966, la revue *Châtelaine* publiait un questionnaire sur des questions pertinentes et d'actualité (l'actualité de 1966), adressé à des Québécoises. Ce questionnaire touchait les réformes sociales suivantes: co-gestion du père et de la mère au foyer; mesures de sécurité sociale supplémentaires; aide financière à la mère célibataire; clinique d'Etat pour la planification familiale création de garderies d'Etat; assistance à toutes les familles nombreuses; assurance-santé gratuite; institution d'un mariage civil; allocation pour la mère au foyer. René Lévesque, alors dans l'Opposition faisait les commentaires ci-contre.

Aujourd'hui, octobre 1977, 11 ans après, René Lévesque est au pouvoir, Premier ministre de la province de Québec. Ses **priorités** ne sont, de toute évidence, pas ces "mille Québécoises" et "ce que le client demande" ne coïncide pas toujours avec les stratégies d'un gouvernement au pouvoir: "**on ne peut pas forcer l'évolution et courir le risque de perdre le contact avec l'opinion publique.**" (Le Devoir le mardi 27 septembre 1977). Le **contact?** ou l'**appui?**

Demain...

ELABORATION D'UNE POLITIQUE GLOBALE DE LA CONDITION FEMININE PAR LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

QUEBEC, le 1er septembre 1977 — Le ministre d'Etat au développement social, monsieur Pierre Marois, et le ministre responsable du Conseil du statut de la femme (CSF), madame Lise Payette, ont chargé le Conseil du statut de la femme de préparer une étude en profondeur en vue d'une politique d'ensemble de la condition féminine. C'est la première fois au Québec qu'un conseil consultatif est invité à être le maître-d'oeuvre d'un projet de politique globale.

Pour assurer le plus possible une vue d'ensemble, et non partielle, de la condition féminine à tous les intervenants dans l'élaboration de la politique du gouvernement du Québec à l'égard des Québécoises, le CSF a mis au point un plan de réalisation de cette politique prévoyant en premier lieu la formation de groupes de travail interministériels. La planification des groupes de travail étudieront les divers aspects de la condition féminine est sur le point d'être complétée, et la formation proprement dite des équipes sera entreprise au cours du mois de septembre.

En plus du personnel gouvernemental, les sous-ministres de quelque onze ministères ou leurs délégués et les agents de recherche du CSF, les groupes de travail pourront s'adjoindre, selon les besoins, les services de représentants de corps intermédiaires ou de porte-parole d'associations féminines. La constitution de tels groupes de travail sous la direction d'un organisme consultatif représente aussi une innovation au Québec.

C'est lors de sa réunion du 18 mai dernier que le Conseil des ministres a autorisé le ministre responsable du CSF, en collaboration avec le ministre d'Etat au Développement social, à confier au Conseil du statut de la femme le soin "d'effectuer une étude en profondeur sur une politique d'ensemble de la condition féminine, soit, à court et à long terme, planifier et coordonner l'action des ministères impliqués dans les changements à effectuer, en identifiant ces changements et en analysant les instruments dont les ministères disposent ou devraient disposer..."

La même décision du Conseil des ministres demandait aux ministres des Finances, des Affaires municipales et de l'Immigration de désigner, au sein de leur ministère, un fonctionnaire pour les représenter auprès du CSF.

Il était enfin demandé à ces personnes ainsi qu'aux membres d'office du CSF, soit les sous-ministres ou leurs délégués des ministères des Affaires sociales, de l'Education, de la Justice, du Travail, de la Fonction publique, des Affaires culturelles, des Communications, et des Consommateurs, coopératives et institutions financières, de fournir au CSF tous les documents et informations utiles à la réalisation de ses travaux.

...mais aujourd'hui

Tu avorterai dans la détresse

la presse

MONTREAL, SAMEDI 24 SEPTEMBRE 1977

ne femme parmi des milliers d'autres raconte son odyssée...



photo Pierre MacCain, LA PRESSE

Pour que les choses changent...

Mme Lavoie-Girard, qui a décidé de raconter — non par exhibitionnisme, mais pour que les choses changent — sa propre expérience des conditions dans lesquelles les femmes québécoises doivent avorter, est à plusieurs égards une privilégiée. Elle est instruite, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Elle vit dans une situation très régulière, mariée, mère de famille, ce qui est loin d'être le cas de toutes les femmes qui cherchent et obtiennent — par n'importe quel moyen et sans proclamer — un avortement. Enfin, elle et son mari, sans être riches, pouvaient plus ou moins assumer les coûts et l'énorme manque à gagner qu'ont entraînés pour eux les événements de l'hiver dernier. Et surtout, elle avait au moins le réconfort de se sentir aimée, appuyée, même à distance (car elle était à 180 milles de chez elle) par son mari, ses enfants et ses parents, réconfort dont ne bénéficient pas les femmes que la vie a laissées seules. Et pour finir, elle se trouvait absolument en règle aux yeux de la loi, ayant obtenu la permission d'un comité d'avortement thérapeutique. Son cas, contrairement à des milliers d'autres, n'était pas clandestin. Alors, ce qu'elle a vécu, il faut le surmultiplier si l'on tente d'évoquer ce que peut être l'expérience de l'avortement pour la majorité des femmes francophones du Québec.

Mais elle proteste. « Et si la science se trompait? Et, qui qu'il s'agisse d'un test assez doux pour ne nécessiter ni anesthésie, ni hospitalisation, elle en réclame un second. Le diagnostic est le même.

aucun médecin de sa région n'a voulu pratiquer cet avortement pourtant thérapeutique et légal

par Lysienne GAGNON de notre bureau.

QUÉBEC — Une femme enceinte reçoit en bonne et due forme et conformément à la loi, l'autorisation d'avorter de la part du comité d'avortement thérapeutique d'un hôpital de Québec. Pendant une semaine, on cherchera un médecin pour pratiquer l'opération... et dans la ville qui compte le plus de médecins par tête d'habitant, il ne s'en trouvera pas un seul pour accepter de le faire. Cette femme, alors, devra vivre l'événement le plus pénible de sa vie à 180 milles de chez elle, dans un environnement totalement étranger, dans un hôpital anglophone de Montréal déjà submergé par les cas refusés par les hôpitaux francophones, ou elle sera incapable de communiquer adéquatement dans sa propre langue avec le personnel médical et infirmier.

D'abord la surprise, et puis la joie.

Mme Ghislaine Lavoie-Girard a 38 ans. Enseignante mariée, un fonctionnaire de la Régie de l'assurance-maladie, elle n'a vécu qu'à Saguenay, où elle est née, et dans la ville de Québec. Le mariage a deux enfants de 10 et 13 ans, tous deux nés par césarienne. En janvier dernier, Mme Lavoie-Girard apprend qu'elle est enceinte de trois mois déjà. C'est, d'abord, l'étonnement: «Nous avions essayé pendant plusieurs années d'avoir un troisième enfant, et nous étions convaincus que c'était peine perdue. À un point tel que mes premiers symptômes de grossesse, je les avais attribués à une autre cause.»

L'étonnement, donc, et puis, tout de suite, la joie: «Nous étions très fiers des enfants aussi l'une allait être le parrain. Nous souhaitions une fille, mais mon mari disait en riant qu'avec un troisième garçon, il pourrait compléter son équipe de hockey.»

Elle choisit un obstétricien attaché à l'hôpital Sacré-François d'Assise de Québec. Ce médecin, d'origine québécoise, n'a pas souvent vu de cas d'avortement, mais il a le cœur ouvert pour son humanité et sa conscience professionnelle: «Je me souviens de l'avoir vu en train de me tenir la main pendant l'opération, car ce stade c'est la césarienne au plus près, c'est un avortement thérapeutique, et ce médecin était justement spécialisé dans les grossesses à risques élevés.»

Comme elle a à cette époque 37 ans, son médecin traitant consulte un généticien attaché au même hôpital, et lui lui propose de subir un test, répandu depuis assez peu de temps, et qui vise à détecter les risques de mongolisme chez les fœtus. C'est l'amniocentèse, qui consiste à prélever pour analyse un échantillon du liquide amniotique, dans les cas de grossesse à risque élevé et chez les femmes de 35 ans et plus.

Elle accepte, éblouie devant ce progrès scientifique qui la tenait jusque-là, et qui lui permettra en outre de connaître à l'avance le sexe de son enfant. Or, l'amniocentèse va montrer que le fœtus est, selon toutes probabilités, porteur d'un «spina bifida ouvert», une dégenérescence de la moelle épinière qui, au pire, peut le rendre non viable, et au mieux... si l'on peut dire, entièrement paralysé mais lucide, une autre possibilité étant que l'enfant soit à l'état de légume, privé de toute activité cérébrale.

C'est sa sœur, infirmière à Saint-François-d'Assise, qui viendra en plusieurs fois lui apprendre ce premier résultat, pour lui atténuer le choc. Ce choc, ce drame, ne se raconte pas en mots.

Le recours au comité d'avortement thérapeutique
Le mari et la femme, entièrement d'accord et sans le coup de la même douleur, décident qu'il ne va garder pas ce fœtus. Il faut signaler ici, et nous le ferons à maints endroits, un détail capital: l'une des deux femmes qui ont une naissance extrêmement difficile et en porte depuis les séquelles. Il s'agit d'un problème allégué et adouci par l'affection, mais qui se reproduit sur l'ensemble de la vie familiale, et qui constitue «la limite psychologique» de ce que ce foyer peut

supporter. La naissance d'un enfant qui cette fois risque très sérieusement d'être irréremédiablement atteint est impossible à envisager: «Il en allait de ma santé morale, de mon équilibre, du bonheur de mes enfants et de ma vie conjugale.» Significativement, sa mère et sa belle-mère, qui sont toutes deux des catholiques pratiquantes et engagées, sont elles aussi d'accord avec cette décision: «Le mari et la femme s'entendent aussi sur ceci: «Nous aurons couté que coûte un troisième enfant. Ils pourront même à recourir, éventuellement, à une clinique de fertilité.»

Les médecins, quant à eux, semblent peu leur laisser entendre qu'effectivement, c'est un avortement qui s'impose. Le mari et la femme adressent tous deux leur consentement à l'avance, une lettre expliquant leurs motifs au comité d'avortement thérapeutique de l'hôpital dont font partie, notamment, un prêtre catholique et un généticien. La réponse vient, et c'est oui. Mme Lavoie-Girard a légalement le droit d'avoir un avortement.

Attente et le rejet

Le 25 février, à 18 h 30, elle est dans le bureau de son médecin. Elle est dans l'attente, et elle est impatiente. Elle est dans l'attente, et elle est impatiente. Elle est dans l'attente, et elle est impatiente.

«Alors, dit-elle, à qui sert la recherche scientifique, à qui sert l'amniocentèse, si personnel ne peut rien pour vous?» Elle en est à sa 180 semaine lorsque, en descendant de cause, son médecin la réfère à un médecin juif anglophone de Montréal, attaché à un hôpital anglais.

Le 25 février, jour de tempête ou tout Québec est bloqué, elle prend l'autobus pour Montréal avec sa sœur. Parties à six heures et quart du matin, elles arriveront dans l'ouest de l'île, au bureau du médecin, à 15h30, sans avoir pu ni boire ni manger.

Mme Lavoie-Girard, à ce stade, est dans un état d'angoisse et d'épuisement complets. Elle se sent très mal — elle a d'ailleurs cessé de travailler — et pendant tout le trajet, elle pleure: «Je demeurais à 10 minutes de l'hôpital Saint-François, je vivais dans la ville où il y a le plus de médecins per capita, c'était un avortement thérapeutique, et ma société à moi me rejetait... Ce sentiment de rejet, je l'ai éprouvé profondément, constamment, j'en garde encore les traces...» Son mari peut en témoigner: «Il y avait un tel sentiment de rejet au même diapason que sa femme.»

Le problème de la langue

Arrivée dans le bureau du gynécologue, celui-ci lui dit: «Désolable, vous. Quand avez-vous eu votre dernière menstruation? Et quand avez-vous eu votre dernière menstruation? Et quand avez-vous eu votre dernière menstruation?» Elle ne comprend rien et n'a pas son obs-

«Je ne parlais, dit-elle, pouvoir me débrouiller en anglais. Mais je

comprends mal son accent, et les termes médicaux c'est difficile à maîtriser même dans sa propre langue, alors...» Elle commence néanmoins à lui expliquer son cas, ce qui provoque une violente crise d'indignation chez le médecin. Coups de poing sur le bureau, hurlements à l'adresse de son personnel, «ce médecin fera ce qu'il doit faire: il obtient rapidement la permission du comité thérapeutique de son hôpital, et il le fait entrer trois jours après.»

«C'est à ce moment que le personnel paraît s'apercevoir qu'effectivement, sa souffrance est pas le produit de sa «névrosité». On la change d'étage, on la place en chambre privée, et l'on découvre que l'état de sa vessie, très anormalement distendue, lui fait courir des risques sérieux, d'autant plus qu'elle est fraîchement opérée. Au-dessus de sa tête, le personnel médical et le nursing se renvoient la balle, c'est à dire la responsabilité, mais elle sera soignée. Au moins guérie, car au bout d'un très long mois, elle retournera à Saint-François-d'Assise où la gardera pendant deux autres semaines.»

«Elle revient dans «son hôpital tellement nerveuse et déprimée qu'on lui amène le psychiatre, qui lui rendra au moins le service de lui prescrire des somnifères. A sa dernière entrevue, le psychiatre, paternaliste, lui dit: «J'ai eu votre dernière prescription, morale celle-là: n'y pensez plus, ne vivez rien d'émouffé, oubliez Oubliez, il faut oublier.»

Six mois après, le calme est revenu, mais elle a rien oublié. Elle en a parlé à son député — pour lequel elle avait travaillé sans relâche durant la campagne électorale, comme tant d'autres femmes (qui forment 55 p. cent des membres du Parti québécois). Il ne s'est montré sensible qu'à une seule et unique dimension du problème: la nécessité de protéger l'objection de conscience chez les médecins.»

«Alors, elle en conclut qu'il était, au fond, plus utile, et peut-être même nécessaire, de parler sur la place publique. C'est fait.

«C'est ce que deux mois après, sous la pression d'une avocate, qu'elle obtiendra le rattachement de la question à la dissection de faits. Il était effectivement atteint du terrible mal redouté et non viable.»

«Oubliez, oubliez...» Une semaine après l'opération, elle va de mal en pis, elle est encore nourrie au sérum parce qu'elle ne retient rien, elle vomit anormalement, elle n'arrive pas à fermer l'œil, elle souffre au point qu'elle se sent littéralement en danger de mort. Elle demande à son mari de la ramener en ambulance à Saint-François-d'Assise.

C'est à ce moment que le personnel paraît s'apercevoir qu'effectivement, sa souffrance est pas le produit de sa «névrosité». On la change d'étage, on la place en chambre privée, et l'on découvre que l'état de sa vessie, très anormalement distendue, lui fait courir des risques sérieux, d'autant plus qu'elle est fraîchement opérée. Au-dessus de sa tête, le personnel médical et le nursing se renvoient la balle, c'est à dire la responsabilité, mais elle sera soignée. Au moins guérie, car au bout d'un très long mois, elle retournera à Saint-François-d'Assise où la gardera pendant deux autres semaines.»

«Elle revient dans «son hôpital tellement nerveuse et déprimée qu'on lui amène le psychiatre, qui lui rendra au moins le service de lui prescrire des somnifères. A sa dernière entrevue, le psychiatre, paternaliste, lui dit: «J'ai eu votre dernière prescription, morale celle-là: n'y pensez plus, ne vivez rien d'émouffé, oubliez Oubliez, il faut oublier.»

Six mois après, le calme est revenu, mais elle a rien oublié. Elle en a parlé à son député — pour lequel elle avait travaillé sans relâche durant la campagne électorale, comme tant d'autres femmes (qui forment 55 p. cent des membres du Parti québécois). Il ne s'est montré sensible qu'à une seule et unique dimension du problème: la nécessité de protéger l'objection de conscience chez les médecins.»

«Alors, elle en conclut qu'il était, au fond, plus utile, et peut-être même nécessaire, de parler sur la place publique. C'est fait.

«C'est ce que deux mois après, sous la pression d'une avocate, qu'elle obtiendra le rattachement de la question à la dissection de faits. Il était effectivement atteint du terrible mal redouté et non viable.»

«Oubliez, oubliez...» Une semaine après l'opération, elle va de mal en pis, elle est encore nourrie au sérum parce qu'elle ne retient rien, elle vomit anormalement, elle n'arrive pas à fermer l'œil, elle souffre au point qu'elle se sent littéralement en danger de mort. Elle demande à son mari de la ramener en ambulance à Saint-François-d'Assise.

C'est à ce moment que le personnel paraît s'apercevoir qu'effectivement, sa souffrance est pas le produit de sa «névrosité». On la change d'étage, on la place en chambre privée, et l'on découvre que l'état de sa vessie, très anormalement distendue, lui fait courir des risques sérieux, d'autant plus qu'elle est fraîchement opérée. Au-dessus de sa tête, le personnel médical et le nursing se renvoient la balle, c'est à dire la responsabilité, mais elle sera soignée. Au moins guérie, car au bout d'un très long mois, elle retournera à Saint-François-d'Assise où la gardera pendant deux autres semaines.»

NOUVELLES D'UN PEU PARTOUT

"L'industrie et l'enseignement privé sont deux priorités pour l'AFEAS."

(Le Quotidien du Saguenay
Lac Saint-Jean, 31 août 1977)

CHICOUTIMI — La prochaine bataille de l'AFEAS sera d'encourager la consommation des produits québécois de préférence aux importations. Tenant leur congrès au mois d'août, 1,000 délégués de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale ont déterminé neuf priorités et pris des dispositions pour que leur mouvement s'engage davantage dans les domaines économiques et politiques.

Le maintien des subventions aux écoles privées et la surconsommation des médicaments ont été également de cette rencontre provinciale représentant 35,000 Québécoises.

Industries québécoises

Face aux difficultés que traverse notre économie, les congressistes ont été sensibles au vieillissement des usines, des secteurs industriels mal développés, de l'économie dirigée de l'extérieur et de la concurrence étrangère.

Seules les petites et moyennes industries appartiennent, en majorité, à des Québécois et sont une source importante d'emplois.

De leur vitalité et de leur développement dépend le contrôle que peuvent exercer les Québécois pour les rendre plus stables et mieux adaptées à leurs besoins.

Pour développer ces industries, le gouvernement est à mettre en oeuvre une politique d'achat qui favorisera résolument les entreprises. Ce développement concerne tout le monde et le citoyen a son rôle à jouer en favorisant lui aussi le producteur local.

Dans cette optique, l'AFEAS fera une campagne de sensibilisation à "L'achat chez nous".

Les écoles privées

Les délégués au congrès de l'AFEAS ont adopté une résolution demandant le maintien des subventions aux écoles privées.

Spécifiant que les écoles publiques avaient déçu, les délégués ont ajouté que "les écoles élémentaires, malgré leur incurable manie d'essayer des méthodes nouvelles et leurs mauvais résultats dans l'enseignement du français sont relativement bien cotées. Au

cégep, les étudiants sont assez vieux pour se débrouiller. Mais à la polyvalente, surtout au premier cycle, on souhaite qu'une catastrophe les démobilise".

L'AFEAS juge que les parents ont le droit de choisir le type d'éducation qu'ils désirent pour leurs enfants. S'ils préfèrent le secteur public, le réseau est accessible sur tout le territoire du Québec. Pour ceux qui préfèrent l'école privée, la situation est différente.

"L'école privée répondant à certains besoins que le secteur public néglige, particulièrement au niveau du secondaire où se situent les problèmes les plus évidents."

Afin de permettre aux parents de choisir un système d'éducation différent de celui qui est offert au secteur public, l'AFEAS demande que les écoles privées et les pensionnats soient maintenus comme par le passé, avec subventions du gouvernement.

Autres priorités

Parmi les autres priorités énoncées par l'AFEAS, les congressistes ont choisi d'éliminer la surconsommation des médicaments, d'obtenir des caisses électorales municipales, de voir à ce que tous les règlements relatifs aux débits d'alcool soient appliqués, d'obtenir que les équipements sportifs des écoles soient mis à la disposition du public.

Elles demandent également d'intégrer la femme au foyer au Régime des rentes du Québec, d'assurer la protection des femmes maltraitées, d'acquiescer le droit pour la nouvelle mère de recevoir son enfant à l'hôpital et de participer si elle le désire aux soins à donner à son nouveau-né.

A l'occasion de ce congrès, l'AFEAS a procédé au lancement du premier numéro de la revue mensuelle "Femmes d'ici", qui prend la relève de l'ancienne revue AFEAS.

ASSISTANCE AUX FEMMES

Nous avons le plaisir de vous annoncer qu'Assistance aux Femmes — Women's Aid — vient d'entreprendre ses activités dans le but d'établir à Montréal une maison de transition pour venir en aide aux femmes battues et à leurs enfants.

La maison sera située dans le quadrilatère du district électoral fédéral de Laurier, soit: Mont-Royal au sud, Van Horne au nord, de Lanaudière à l'est et Hutchison à l'ouest — mais

acceptera aussi bien les femmes venant d'autres districts. La maison pourra loger de 10 à 15 femmes et leurs enfants. La durée du séjour ne sera pas spécifiquement limitée et dépendra de la situation de chaque femme. En plus de fournir un gîte, des informations et des conseils d'ordre médical et légal, nous nous attacherons à créer l'ambiance affective particulière qu'un tel refuge communautaire devrait apporter aux femmes et aux enfants qui y séjourneront.

Notre tâche durant les deux prochains mois est d'accomplir les différents travaux administratifs nécessaires à l'ouverture de la maison, car nous voulons entrer en opération dès la mi-septembre. Etant donné que notre seule source de revenu est une subvention des projets "Canada au Travail" et qu'elle est insuffisante, une de nos principales activités pendant ces deux prochains mois sera la recherche et l'obtention de fonds additionnels.

Actuellement, les facilités d'hébergement pour les femmes sont très réduites; un total de 68 lits comparé à 656 lits pour les hommes — et il n'existe aucun endroit qui s'occupe spécifiquement d'offrir un refuge aux femmes victimes d'un environnement familial violent. De ce fait, nous nous voyons chargées d'une grande responsabilité. Dans le but de mener notre tâche à bien, nous voudrions travailler coopérativement avec le plus de groupements féminins et d'organismes communautaires possible, dans le but de partager ressources, informations et expériences.

UN COMITE PROVISOIRE POUR UN REGROUPEMENT PROVINCIAL DES SERVICES DE GARDE AU QUEBEC

Ce comité existe depuis le 26 avril, date à laquelle les délégués de six (6) régions (dûment mandatés par résolutions des Conseils d'Administration de leur Regroupement respectif) se retrouvèrent à Québec dans le but d'étudier la possibilité d'obtenir du gouvernement un budget de fonctionnement.

A cet effet, Messieurs Paul Angers, responsable du Service de Garderie et Albini Girouard, direction des programmes de services sociaux, informèrent les personnes présentes de leurs droits et prérogatives. On nous a expliqué que pour faire bénéficier le Comité d'un budget de fonctionnement

financier, le gouvernement ne pouvait négocier qu'avec un organisme dûment incorporé depuis plus de trois mois. Dans les faits, il n'y avait que le Regroupement de la Région Six C qui répondait à cette exigence. C'est ainsi qu'il fut convenu que 6C serait le dépositaire, l'administrateur ainsi que le demandeur des fonds provinciaux. Un budget fut arrêté sur le champ par tous les délégués et "6C" fut chargé d'acheminer le tout à la Province.

Le Comité Provisoire se définit ce jour-là comme autonome et critique face au Gouvernement.

Deuxième assemblée

Cette réunion eut lieu le 31 mai 1977, à Shawinigan-Sud. Discussion afin de préciser les objectifs du Comité Provisoire. Il y fut clairement établi que les régions demeureront autonomes et que le Regroupement Provincial ne devra jamais s'ingérer dans le fonctionnement des regroupements régionaux. Au cours de cette rencontre, différents comités furent formés: de la Charte, de Stratégie Provinciale, de Formation des travailleurs de garderie, de budget-type.

Troisième assemblée

Le 21 juin, réunion à Sherbrooke. Des stratégies sont proposées que les délégués devront étudier avec leur région et rapporter les résultats à la prochaine assemblée prévue le 9 août 1977.

Quatrième assemblée (assemblée spéciale)

Le 28 juin, à Québec, le Comité Provisoire étudie les objectifs du Regroupement Provincial et nomme deux déléguées pour le "Comité Interministériel pour l'élaboration d'une politique globale de la petite enfance".

Le Comité Provisoire a hâte de ne plus l'être. Il se propose un mandat permanent de représentation des services de garde au niveau provincial.

Il se préoccupera de la qualité de vie des garderies, de la régie de la garde en milieu familial et de tout ce qui pourrait être nécessaire afin que le réseau des garderies québécoises soit à la hauteur de nos aspirations.

Monique Quesnel

Déléguée - Région Six C

(le bulletin du Regroupement des garderies de la région Six C)

FFQ EDUCATION PROGRAMME 1977-1978

Soucieuse de poursuivre le programme d'éducation et de formation qu'elle a entrepris auprès de ses membres, la Fédération organisera cette année plusieurs activités éducatives.

Ces activités sont élaborées pour répondre aux désirs exprimés par les membres durant le congrès annuel ou au cours de l'année. Elles ont, bien sûr, comme objectif d'augmenter le bagage de connaissances des participantes mais elles veulent avant tout aider les membres à s'impliquer par des actions pertinentes dans tous les domaines où oeuvre la Fédération. Voici donc la liste des activités prévues pour cette année.

I NIVEAU PROVINCIAL

1- Sessions "Leadership":

Ces sessions intensives qui ont débuté en 1975 visent à permettre aux membres d'acquérir les habiletés nécessaires pour exercer tous les rôles qui sont demandés aux femmes dans une association. Une première phase (15 heures) plutôt théorique donne de l'information sur les méthodes de travail, les procédures d'assemblée délibérante, l'information et l'animation. Une deuxième phase (15 heures) se passe en laboratoires qui permettent de pratiquer les connaissances acquises au cours de la première phase. Ces sessions ont lieu à Lévis à l'Institut coopératif Desjardins. Elles sont offertes au niveau provincial et s'adressent à tous les membres de la Fédération des Femmes du Québec.

Dates prévues:

Phase I:

(1) 11-12-13 novembre 1977

(2) 24-25-26 février 1978

Phase II:

14-15-16 avril 1978

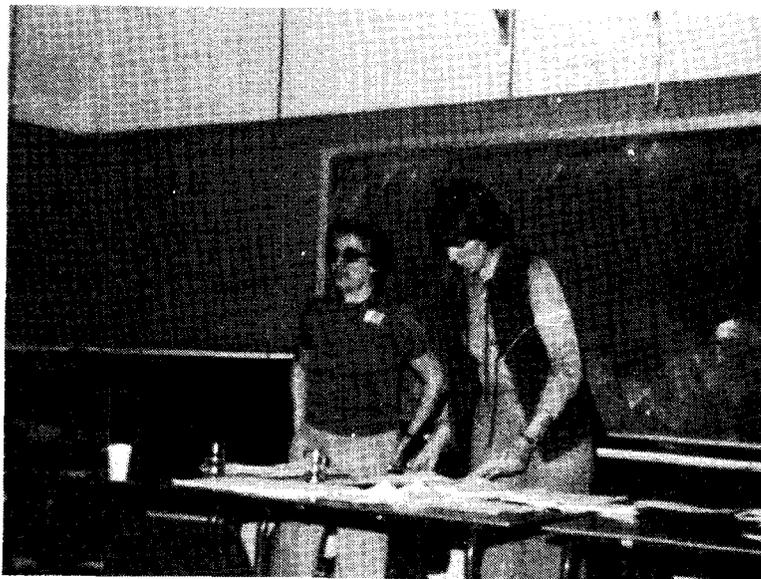
Coût:

\$20.00

Personnes-ressources:

Michèle Jean et Gabrielle Hotte

Nicole Blouin pour l'information



Gabrielle Hotte et Michèle Jean



quelques participantes

2. Information et sensibilisation au marché du travail:

Lors du congrès d'avril 1977 dont le thème était **Le travail à temps partiel... piège ou option?** on retrouve parmi les recommandations à court terme les lignes qui suivent:

Il est recommandé que soit formé un comité qui poursuivrait le travail amorcé en ateliers dans le but:

- a) de mettre sur pied une campagne d'information et de sensibilisation des membres de la FFQ aux problèmes du travail à temps partiel
- b) d'organiser des cours d'information dans les conseils régionaux sur:
 - le développement du marché du travail et l'historique du mouvement syndical
 - le rôle du syndicalisme actuel et sa philosophie
 - la position actuelle des syndicats en rapport avec le travail à temps partiel.

C'est dans le but de répondre en partie à des demandes que la FFQ organisera à la **fin de janvier 1978** cette activité éducative qui prendra la forme d'une session intensive de 15 heures. Les entreprises, le syndicalisme et la législation syndicale seront les principaux sujets abordés. Ces connaissances pourront permettre aux participantes de comprendre le marché du travail, et ses lois, ceci dans le but de pouvoir présenter des revendications bien structurées lorsqu'il y a lieu. **Nicole Boily** et **Gabrielle Hotte** assureront la préparation de cette session.

II- NIVEAU REGIONAL

1. Initiation à la vie politique:

Ces sessions qui comportaient, l'an dernier deux phases de 15 heures, seront regroupées, cette année en une seule session de 30 heures. Organisées dans le but de répondre à des attentes exprimées plus particulièrement lors du congrès de 1976, elles sont offertes au niveau régional. A Montréal, ce cours se donnera à la Fédération sur la rue Berri, le mardi soir de 7:00 à 10:00 heures p.m.

Dates prévues:

8-15-22-29 novembre 1977

6 décembre 1977

17-24-31 janvier 1978

7-14 février 1978

Coût: \$25.00

Personne-ressource: **Christiane Bacave**, politicologue.

2. Planification et administration du budget familial:

Ce nouveau cours vise à fournir des connaissances et des exercices d'application en gestion financière "domestique". Les thèmes abordés seront: les assurances, le crédit, le système bancaire, les contrats: testament, bail, achat de maison etc., les placements, le budget, les impôts. Ce cours de trente heures se donnera aussi au local de la Fédération sur la rue Berri de 7:00 à 10:00 heures p.m. le mercredi soir.

Dates prévues:

25 janvier 1978

1-8-15-22 février 1978

1-8-15-22-29 mars 1978

Coût: \$25.00

Personnes ressources: A préciser.

Soulignons que pour la région montréalaise ces deux dernières activités sont organisées en collaboration avec le CEGEP Bois-de-Boulogne. Les conseils régionaux qui seraient intéressés à organiser les cours dans leur région peuvent communiquer avec leur CEGEP local. Elles peuvent aussi s'informer du contenu des cours à Montréal par l'entremise de la FFQ.

Les détails pertinents à chaque cours ainsi que des formulaires d'inscription parviendront en temps et lieu aux intéressées.

Michèle Jean et Gabrielle Hotte

NOUVEAU DEPART

Il y a déjà quatre ans qu'on parle, que vous parlez, que je parle, que nous parlons à la FFQ du "Nouveau Départ".

Quoi de neuf pour la rentrée?

- Le CEGEP Bois-de-Boulogne donnera 3 séries de séances du programme d'orientation "Nouveau Départ" pour l'année 1977-1978.

La coordonnatrice du programme est Suzanne Dumont-Henry, sociologue.

- Il y aura donc deux centres "Nouveau Départ" à Montréal; celui du Centre-Ville au YWCA au 1355 boul. Dorchester ouest et celui du Bois-de-Boulogne au 10,555 avenue Bois-de-Boulogne.

- Les dates des 12 séances de la session d'automne sont les suivantes:

CENTRE-VILLE

Samedi 15 octobre 1977 de 9h30 à 15h30. Ensuite tous les Mardi et Jeudi à partir du 18 octobre jusqu'au 22 novembre de 11h45 à 15h45.

BOIS-DE-BOULOGNE

Vendredi 14 octobre de 9h30 à 15h30. Ensuite tous les Lundi et Mercredi, à partir du 17 octobre 1977 jusqu'au 21 novembre de 13h00 à 16h30.

EN PLUS

Deux sessions sur la gestion budgétaire seront offertes gracieusement par la Banque Royale les jeudi 24 et 29 novembre à l'Auditorium de Place Ville-Marie.

- Une rencontre d'orientation pour les participantes qui aimeraient retourner aux études sera également offerte au CEGEP de Bois-de-Boulogne le 1er décembre.

- Pour celles qui ont suivi déjà Nouveau Départ au printemps, nous organisons une séance de "suivie" le 22 octobre 1977. Le plan de développement sera révisé et les participantes pourront donc faire le point sur leurs réflexions depuis la fin des cours.

— A la suite des demandes qui nous ont été faites de la part de nos participantes, une rencontre avec leurs conjoints sera organisée. Nous travaillons actuellement avec la Commission des droits de la personne pour organiser cette rencontre dans la perspective de l'Article 47 de la Charte et la révision du Code Civil (la disparition de la puissance paternelle et l'égalité des époux devant la loi dans le domaine du droit familial).

— Le coût des 12 séances, la séance de suivi et les deux séances sur la gestion budgétaire offrent par la Banque-Royale, est de \$50.00.

— Sous l'initiative de Michèle Jean, andragogue et membre du comité de planification du Nouveau Départ, le CEGEP Bois-de-Boulogne a commencé à offrir un programme de diplôme d'études collégiales pour les femmes adultes. Les premières étudiantes sont nos anciennes participantes de Nouveau Départ.

— Le groupe qui travaille à la réalisation du diaporama sur Nouveau départ à Multi-Média est sur le point de le finir. On les félicite pour le beau travail accompli!

— Un groupe de femmes de la région du Saguenay sous la direction de Claudine Hudon, ouvriront un Centre Nouveau Départ à la Commission sco-

laire de la région. Un autre, sous la conduite de Michelle Monette, en collaboration avec l'Association des femmes canadiennes françaises travaille également à l'ouverture d'un centre à Hull-Ottawa. Bon succès!

Voilà pour les nouvelles!

* * *

Pour celles qui ne connaissent pas le programme Nouveau Départ, nous aimerions préciser que Nouveau Départ est un programme d'orientation pour les femmes francophones de 33 à 55 ans.

Il a été créé pour répondre aux besoins des femmes du 2ème âge cette génération charnière qui a été élevée dans un schéma de valeurs traditionnelles et qui se trouvent aujourd'hui en marge de ce que la société valorise. Ce sont les grandes oubliées et pourtant elles représentent un immense réservoir d'énergies non-captées et sous-employées. Elles ont droit d'être aidées à s'équiper afin d'apporter leur contribution valable au développement de la communauté.

Ce que nous voulons faire...

Les habiliter à effectuer un choix entre les 5 options que nous leur proposons; le retour au travail, à temps plein, ou à temps partiel, le volonta-

riat et l'action communautaire, le retour aux études et finalement un regard neuf sur la vie au foyer.

Le programme a permis à nos participantes de se remettre dans leur vrai contexte, de les confronter à la réalité, d'effectuer une ouverture sur le monde extérieur et sur elles-mêmes.

Il a également facilité la découverte de leur propre identité, leur a donné le courage, la ténacité d'oser s'occuper d'elles-mêmes, d'entreprendre des actions concrètes en vue d'acquiescer une plus grande autonomie personnelle.

Le programme représente un instrument d'information et de développement personnel, bien structuré et adapté constamment aux besoins de nos participantes.

Le programme Nouveau Départ est le fruit d'une collaboration active de la Fédération des Femmes du Québec, le Conseil du Statut de la Femme et la YWCA.

Nouveau Départ a desservi, à ce jour, 250 femmes. Nous espérons en desservir 450 durant cette année scolaire. L'expérience déjà acquise nous autorise à penser que nos activités remporteront, encore cette année, autant de succès!

Monica Matte

FEMMES ET GESTION

Votre animateur Francine Giasson, MBA

professeur à l'École des Hautes Etudes Commerciales.

Les participants

Aux femmes déjà engagées dans une fonction de direction ou présentant du potentiel et ayant du goût pour occuper un poste de cadre dans l'avenir.

Les objectifs

Initier aux fonctions de base de la gestion; provoquer une réflexion sur la problématique particulière aux femmes dans la recherche et l'exercice des fonctions de direction; promouvoir des attitudes positives et orientées vers la solution de questions concrètes.

La méthodologie

La session comportera des exposés, des discussions de cas d'administration et des échanges interpersonnels.

Le programme

Il s'agit d'une étude des fonctions de la gestion en particulier, la prise de décision et le leadership.

La problématique particulière aux femmes, à partir des données les plus récentes de:

- la biologie
- la psychologie
- la sociologie
- l'économique
- l'anthropologie

L'horaire

De 9h à 21h
le jeudi 20 octobre

De 9h à 17h
le vendredi 21 octobre

Frais d'inscription:

Dépôt: \$30.00
Membre: \$35.00
Non-membre: \$160.00

Voir détails à propos des inscriptions, des frais, des attestations et des renseignements à la page 2.

- L'entreprise tire-t-elle profit au maximum de ses ressources humaines féminines?
- Est-il vrai que les femmes ne veulent pas détenir de lourdes responsabilités dans l'entreprise?

Témoignage

REVERS POLITIQUES

Je pourrais carrément m'en prendre à l'application du terme démocratie. Selon le Petit Robert, ce mot signifie: "doctrine politique d'après laquelle la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens." En tant que femme, je ne me sens pas du tout souveraine, rien, en fait, ne m'appartient vraiment. Pour me tailler une place en politique, je devrai donc, préméditer et calculer. Si, par ailleurs, l'on m'enrégimentait, j'avancerais tel un pion commandé à distance par un ordinateur tout programmé pour moi. Qu'il était grand, autrefois, mon rêve d'un monde meilleur, libre d'ambition!

Trop fortement ancrée dans ma crédulité, je suis donc infiniment vulnérable. Installées à demeure, chez moi, les **qualités prédominantes** des "personnes du sexe", me rendent tout à fait inadéquates à lutter dans ce monde d'hommes. Qu'on cesse donc de me causer de démocratie, si je dois m'automatiser pour que celle-ci triomphe enfin. Encore un rêve d'une politique du coeur, où la machine électorale n'existerait pas! Qu'on ne s'adresse surtout pas à moi pour se faire un bras droit, qui voudrait se saborder de façon aussi délibérée? Qu'on remette plutôt à chacun des politiciens, un Petit Robert ou un Gros Larousse (qu'il n'y ait surtout pas de jaloux) et je cesserai alors de me lamenter sur ma vulnérabilité persistante face à la politique. On dirait, ma foi, que ma crédulité s'effrite un peu?

Renée Garneau
Ville Lemoyne, Québec

NOMINATIONS

Me **Anne-Marie Trahan**, de Montréal, vient d'être élue présidente de l'Association internationale des jeunes avocats (AIJA). Cette élection a eu lieu au congrès annuel qui avait lieu à Oxford, en Angleterre. Me Trahan est la première femme et la première Nord-Américaine à occuper ce poste. Anne-Marie Trahan est née à Montréal, où elle a fait ses études secondaires et universitaires. Elle est membre du Barreau de Montréal, du Barreau de Québec, de l'Association du Barreau canadien, de l'International Bar Association. Elle a été secrétaire du Barreau de Montréal pour l'année 1976-77. Elle a fait partie de l'Association des Femmes diplômées des universités (Montréal), dont elle a été la présidente en 1974-75.

L'honorable **Monique Bégin** vient d'être nommée ministre du Bien-Etre Social. L'honorable Marc Lalonde continue à assumer la responsabilité de la condition féminine.

Le comité national de la condition féminine du Parti québécois est maintenant chose faite. Ce comité comprend cinq membres élus: **Cécilia Fortin**, du Lac Saint-Jean; **Thérèse Gravel**, de Saint-Hyacinthe; **Lorraine Godard**, de Montréal-Centre; **Danielle Fréchette**, de Ville-Marie et **Claire Pouliot-Bonenfant**, de Québec. **Louise Thiboutot**, représentante du conseil national du Parti québécois fait également partie de ce comité à titre de représentante du conseil exécutif du parti.

UN STAGE EN FRANCE

Au printemps dernier, l'Office franco-québécois pour la Jeunesse offrait un stage, nous concernant, de trois semaines en France. Le titre du stage est "L'Action des Femmes". Dans le journal de l'O.F.Q.J., Le Stagiaire, Avril 1977, on pouvait lire:

"L'Action des Femmes"

Dates de séjour: du 17 octobre au 8 novembre 1977.

Objectifs: Rencontres des groupes de femmes particulièrement dans les banlieues dont les objectifs visent la prise en charge de leurs propres affaires. Identification des besoins qui ont conduit à de tels regroupements, modalités de mise en place, moyens mis en oeuvre pour atteindre les populations cibles, les actions menées et les perspectives de développement.

Aborder de façon générale la situation de la femme française (Travail, éducation, loisirs).

Qui peut s'inscrire: Les personnes engagées activement dans des groupes organisés de femmes (centres de femmes de quartiers ou dans des ensembles plus vastes).

Age: 18 à 35 ans

Nombre: 20 personnes

Coût: \$305.00

Dépôt des candidatures à l'OFQJ avant le: 3 juin 1977.

C'est Lise Julien, animatrice au Centre-Femme de Châteauguay, qui a présenté le stage à l'OFQJ. Les personnes choisies se sont déjà réunies pour préparer le stage. Une journaliste française, Michelle Baron, qui participe à la rédaction d'un journal mensuel d'informations, "L'Information des Femmes" nous a parlé de l'Action des Femmes en France. Il nous a fallu décider où on allait, qui on voulait rencontrer, ce qu'on voulait voir. Elle nous a aidée à faire ce choix:

Paris: Retravailler: agence qui aide la femme à retourner sur le marché du travail.

Groupe de quartier: le groupe du XIII^{ème}.

Ligue des droits des Femmes

Lyon: Délégation de la Condition féminine (gouvernementale)

Marseille: CODIF: un centre de femmes subventionné par la municipalité, offrant plusieurs services aux femmes.

Ainsi que des centres de femmes, des librairies des femmes, des centres d'accueil et des associations féminines.

Nous voulons rencontrer plusieurs femmes actives et plusieurs groupes de femmes durant notre séjour. Nous avons hâte de connaître des françaises et de voir comment elles s'organisent, pour vous le dire en revenant.

Pour celles qui aimeraient participer à un stage ou en préparer un, voici l'adresse de l'OFQJ à Montréal, demandez le journal "Le Stagiaire".

Office franco-québécois pour la Jeunesse
555 ouest, boul. Dorchester,
suite 1150, Montréal,
Québec, H1Z 1B1

par **Gisèle Simard**

Publications

LES FEMMES ET LE DROIT DE LA FAMILLE

LES FEMMES ET LES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL

LES FEMMES ET L'ARGENT

LES FEMME ET L'EMPLOI

Instruction et Formation

Recommandations sur la Main-d'oeuvre

La Main d'oeuvre du Canada devrait:

1. s'engager à former leurs conseillers pour que ceux-ci puissent offrir des séances d'orientation professionnelle sans préjuger aucun ni notions stéréotypées en ce qui concerne le sexe;

2. mieux coordonner leurs cours d'orientation et de formation pour les femmes, pour éliminer les inégalités régionales et pour améliorer leurs programmes de développement;

3. se charger d'une évaluation de tous leurs programmes pour les femmes, et rendre publique et facilement disponibles les résultats aux femmes et aux agences s'occupant de l'avancement scolaire des femmes.

4. promouvoir un accès plus égal pour les femmes aux programmes de formation offerts sur les lieux du travail. (Cela permettrait aux femmes de se former pour et de s'intégrer aux domaines dominés par les hommes;

5. prolonger la durée maximale de 52 semaines pour les cours de rattrapage scolaire. Le niveau de la classe 10 est requis pour être admis aux cours de nouvelle formation du centre de la Main d'oeuvre, récemment augmenté de 8 à 10. (Cela met une femme — qui n'a atteint que le niveau de la classe 4 ou 5 — dans l'impossibilité d'arriver, dans un an, au niveau de la classe 10.) Nous recommandons que les cours de rattrapage soit disponibles jusqu'à que l'on atteigne le niveau de la classe 10;

6. encourager d'une façon fort dynamique les femmes à se former comme apprenties par le truchement du service de la formation d'apprenti(e) de la Main d'oeuvre.

7. ne pas lancer de nouveaux projets pour les femmes jusqu'à ce que les évaluations des programmes existants soient effectuées et rendues publiques. Le centre de la Main d'oeuvre devrait agrandir les programmes qui fonctionnent bien au lieu d'en mettre sur pied d'autres;

8. fournir des statistiques qui se rapportent à la formation et à l'emploi des femmes organisés par le bureau local de la Main d'oeuvre. (Ceci pourrait être appliqué par une législation demandant de l'action.)

9. améliorer la qualité de la formation offerte. C'est une tâche futile de se faire accorder le financement nécessaire pour des cours de formation qui ne vont que renforcer les notions stéréotypées et les sentiments de citoyenneté de 2e classe.

The Canadian Council on Social Development Le Conseil canadien de Développement social

le 24 février 1977

Madame ou monsieur,

Comme vous avez commandé **L'égalé**, je pense que vous serez intéressé par la publication: **Pauvre et seule; quelques données sur les femmes chefs de ménage.**

L'année internationale de la femme est terminée et ce n'est une surprise pour personne si la plupart des femmes occupent toujours des emplois peu rémunérés dans les bureaux et dans les services; les femmes sont toujours l'objet de discrimination; elles constituent toujours la grande majorité des bénéficiaires de l'assistance sociale et des locataires de logements sociaux; leurs droits ne sont toujours pas assurés; la garde de jour appropriée ne figure toujours pas parmi les priorités des gouvernements.

Afin d'attirer l'attention sur ces problèmes, le Conseil canadien de Développement social a réalisé et publié: **Pauvre et seule.** Ce livre d'une centaine de pages étudie les problèmes qu'affrontent les femmes à faible revenu vis-à-vis des services de santé, de la loi, de la formation et de l'emploi, de la garde de jour et du logement. Cette publication répertorie aussi les politiques existantes, les programmes et les services se rapportant aux besoins des femmes à faible revenu.

Au CCDS, nous sommes persuadés que **Pauvre et seule** constitue une précieuse source d'information et nous vous invitons à en commander un exemplaire pour vous-même et, si vous le jugez utile, à faire connaître cette publication à d'autres personnes. La brochure des publications ci-jointe décrit d'autres études du CCDS susceptibles de vous intéresser.

Du fait que **Pauvre et seule** sera utilisé comme matériel de base à la conférence sur la politique de la famille en avril, nous vous joignons également des informations sur cette conférence.

Bien à vous,

Valerie Bachynsky
directeur de l'information

Section des publications
Conseil canadien de Développement social
55 avenue Parkdale, C.P. 3505, Succursale C
Ottawa, Ontario K1Y 4G1

Date

Veillez m'envoyerexemplaire(s) de
"PAUVRE ET SEULE": Quelques données sur les fem-
mes chefs de ménage à \$3.00 l'exemplaire.

NOM

ORGANISME

ADRESSE

Je joins la somme de:

Veillez me facturer:

Les commandes égales ou inférieures à \$10.00 sont payables d'avance.

DOCUMENTS PUBLIES PAR LE CCSF

LES AVANTAGES SOCIAUX ET LES REGIMES DE PENSIONS

Les avantages sociaux, (Dossiers Femmes) décembre 1976.

Recommandations du CCSF concernant la participation du conjoint au foyer dans les régimes de pensions du Canada et des rentes du Québec, mai 1976.

La discrimination sexuelle en matière d'avantages sociaux par Marianne Bossen, février 1975.

CONGES ET PRESTATIONS DE MATERNITE

Le coût de la maternité (Dossiers Femmes) janvier 1977.

Congés et prestations de maternité et problèmes connexes, recommandations du CCSF, septembre 1976.

Congés et prestations de maternité par Elsie Robindaine-Saumure, mai 1976.

LES DROITS DE LA PERSONNE

Recommandations du CCSF relatives au projet de loi sur les droits de la personne (Bill C-24), février 1977.

Notes sur le projet de loi canadien sur les droits de la personne (Bill C-25) par Henri Major, janvier 1977.

Les indiennes et la Loi sur les Indiens, notes de fond du CCSF, avril 1976.

LA FAMILLE, LE MARIAGE ET LA LOI

La famille dans la société nouvelle, (Dossiers Femmes) 1977.

La famille monoparentale, recommandations du CCSF, janvier 1977.

Les biens matrimoniaux, (Dossiers Femmes) décembre 1976.

Réforme du droit sur le divorce, recommandations du CCSF, septembre 1976.

Définition de l'équité dans le mariage, énoncé de principes du CCSF, mai 1976.

Document de travail sur le divorce par Marcia H. Rioux, juin 1976.

Enoncé de principes sur une nouvelle orientation des politiques concernant la famille monoparentale par S. June Menzies, avril 1976.

Notes sur certaines lois fédérales qui reconnaissent les unions de common law par Henri Major, juillet 1975.

Notes de travail sur les régimes matrimoniaux par Marcia H. Rioux, décembre 1974.

La réparation des juridictions fédérale et provinciale en matière de droit de la famille par Henri Major, août 1974.

Notes de travail sur le rapport "Le tribunal de la famille" de la commission de réforme du droit du Canada par Henri Major, juin 1974.

LES FEMMES DANS L'EMPLOI

Le travail et les risques à la santé, (Dossiers Femmes) janvier 1977.

La femme dans la Fonction publique, CCSF, janvier 1977.

Risques à la santé chez la femme au travail: vue d'ensemble par Anne George, octobre 1976.

Etude des nominations relevant du gouvernement fédéral faites au sein des offices, commissions, conseils, comités et sociétés par Marcia H. Rioux et Mary Pearson, décembre 1975.

Les pouvoirs fédéraux en matière de travail par Henri Major, août 1974.

LA FISCALITE

L'impôt démystifié, (Dossiers Femmes) janvier 1977.

Une déclaration préliminaire sur l'impôt, CCSF, janvier 1977.

Document de travail sur la femme dans le régime d'impôt sur le revenu des particuliers par Louise Dulude, avril 1976.

LA PLANIFICATION DES NAISSANCES

Planification des naissances, (Dossier Femmes) décembre 1976.

L'avortement au Canada: Document de fond sur les modifications proposées au Code criminel par Louise Dulude, novembre 1975.

Notes sur la législation relative à la planification des naissances au Canada par Henri Major, août 1975.

Document de fond sur certains aspects de l'avortement thérapeutique au Canada par Mary Pearson, mai 1975.

Document d'étude sur la planification des naissances par Mary Pearson, mars 1975.

LE VIOL ET LES DELITS SEXUELS

Le viol et les délits sexuels, (Dossiers Femmes) décembre 1976.

Rationalisation des dispositions du Code criminel relatives aux délits sexuels, recommandations du CCSF, septembre 1976.

Le filet des lois: Etude des délits sexuels dans le Code criminel canadien par Marcia H. Rioux, septembre 1975.

Des mythes qui masquent la réalité: Une étude du viol par Marcia H. Rioux, avril 1975.

Vous pouvez obtenir gratuitement des copies de ces documents en en faisant la demande au:

Conseil consultatif

de la situation de la femme

63, rue Sparks, C.P. 1541, Succ. B
Ottawa, Canada K1P 5R5 (613) 992-4975

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Le Conseil du statut de la femme est un organisme d'étude, de consultation et d'information dont le mandat est de faire des recommandations au gouvernement du Québec sur tout ce qui touche l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme. Rattaché administrativement au Conseil exécutif, il relève directement de l'autorité du premier ministre ou de son ministre délégué, en l'occurrence madame Lise Payette.

En plus de voir à la transformation des lois qui, quotidiennement, touchent les Québécoises de façon discriminatoire, le CSF en liaison avec les associations et regroupements féminins, travaille à sensibiliser la population aux réalités de la condition féminine: car c'est toute une mentalité qui doit évoluer pour assurer aux femmes une égalité basée sur une autonomie individuelle et collective.

L'organisation du Conseil comprend un président et 10 membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil à partir des recommandations des associations et groupes socio-économiques ainsi que les sous-ministres de huit ministères plus particulièrement reliés à la condition féminine.

Pour réaliser ses programmes d'action et d'information, le CSF est constitué de six services permanents: Analyse et recherche, Documentation, Consult-Action, Action-Femmes, Information et Administration.

Conseil du statut de la femme
700 est, boul. St-Cyrille,
16e étage,
Québec, G1R 5A9
Téléphone sans frais
De partout au Québec:
1-800-463-2851
de Québec: 643-4326

ANALYSE DES STEREOTYPES MASCULINS ET FEMININS DANS LES MANUELS SCOLAIRES AU QUEBEC

Ce document contient les résultats d'une étude menée pendant un an au Conseil du statut de la femme, afin de déterminer quelles sont les images de la femme et de l'homme que projettent les manuels d'enseignement utilisés au Québec. On y retrouve une analyse statistique des rôles tenus par près de 25,000 personnages fictifs tirés des textes et illustrations de 225 manuels approuvés pour l'enseignement de différentes matières aux niveaux primaire et secondaire. Le rapport comprend également de nombreux exemples de contenus sexistes ou

stéréotypés tirés de ces manuels, des observations diverses sur l'image de la femme (ou sur son absence), ainsi que des recommandations visant à éliminer le sexisme dans le matériel d'enseignement.

L'égalité des droits et du statut peut bien exister dans toutes les lois et déclarations officielles, cela ne suffira pas à changer les conditions de vie des femmes. La majorité d'entre elles ne se prévaudront pas de ces droits si elles sont conditionnées depuis l'enfance à un rôle de subordination, d'effacement et de dépendance.

La publication de cette étude de base sur les manuels scolaires a constitué le point de départ des interventions du Conseil en vue de corriger la situation actuelle. Il s'agit d'une deuxième édition, la première ayant été épuisée très rapidement.

LES QUEBECOISES GUIDE BIBLIOGRAPHIQUE SUIVI D'UNE FILMOGRAPHIE

Cet ouvrage, rédigé par une équipe de chercheurs sous la direction du Conseil du Statut de la femme, constitue une initiative originale destinée à faciliter l'étude et la compréhension de la situation de la femme au Québec.

Au Québec comme partout ailleurs, les femmes commencent à faire leur histoire. Femmes de lettres, sociologues, historiennes sans oublier celles, de toutes professions qui oeuvrent au sein de groupes d'étude dans les hôpitaux, les syndicats, les universités, sont auteurs d'une abondante littérature et de travaux individuels et collectifs d'une grande valeur. A cette bibliographie s'ajoute un inventaire sélectif de la presse périodique et une filmographie d'une cinquantaine de films sur la femme.

Des articles de Lionel Groulx à ceux de Lysiane Gagnon, des publications de Thérèse Casgrain aux films d'Anne-Claire Poirier, "les Québécoises" jette un éclairage révélateur sur une facette de notre société qui est, trop longtemps, trop souvent, restée dans l'ombre.

"Cette bibliographie nous apparaît remarquablement équilibrée en ce qui a trait aux subdivisions par sujets, à la quantité de documents inclus dans chacune, aux diverses formes de documents choisis, à l'éventail des orientations représentées. Elle nous semble donc un instrument idéal à consulter en premier lieu pour obtenir un aperçu assez exact des diverses facettes de la condition féminine au Québec." (Extrait d'un article signé Andrée Martin dans la revue Documentation et bibliothèques de mars 1977).

**POUR LES
FEMMES...
UNIVERSITAIRES ET
AUTRES**

Nous sommes un groupe de jeunes femmes qui s'intéresse à élever la conscience des attitudes sociales envers les femmes à l'Université, dans les milieux de travail, dans les relations personnelles et dans la famille. L'union des Femmes est fière d'offrir une ambiance informelle

dans laquelle les femmes de McGill peuvent exprimer librement leurs pensées.

Notre salle est située au **quatrième étage de l'Union, rue MacTavish**. Nous avons un salon, une importante collection de livres d'intérêt particulier pour les femmes et une presse.

Pendant l'année scolaire, il y avait trois groupes qui se rencontraient chaque semaine: un groupe de conscientisation de l'oppression des femmes; un groupe de discussion hommes/femmes; une réunion d'organisation des activités. Un autre groupe est allé tous les samedis à la prison Tanguay pour parler et faire du sport avec les femmes détenues.

Notre conférence sur le viol fut une grande réussite. Nous avons projeté quelques films faits par des femmes; nous avons présenté deux concerts avec des musiciennes; nous avons commandité un cours d'auto-défense pour femmes.

Nos activités sont ouvertes à la participation de tout le monde qui s'y intéresse et celles/ceux qui ont une carte d'identité de McGill peuvent emprunter des livres à la bibliothèque.

Nous invitons toutes celles qui veulent se joindre à nous de venir dès septembre. Nous vous attendons!

**Le travail de la femme au Québec
l'évolution de 1940 à 1970 – Francine Barry**

Les presses de l'université du Québec

**COLLECTION HISTOIRE DES
TRAVAILLEURS QUEBÉCOIS**

**publiée sous l'égide du Regroupement de chercheurs
en histoire des travailleurs québécois**

Le Groupe de chercheurs de l'Université du Québec à Montréal sur l'histoire des travailleurs québécois s'est constitué au printemps 1972. Il a participé à la fondation, vers ce moment, d'un groupe de liaison inter-disciplinaire unissant des chercheurs travaillant à Rimouski, Trois-Rivières, Chicoutimi, Québec, Montréal et Ottawa: le Regroupement de chercheurs en histoire des travailleurs québécois (RCHTQ). L'une des premières initiatives de ce Regroupement fut de lancer la Collection "Histoire des travailleurs québécois" des Presses de l'Université du Québec, dont le présent volume est le sixième à paraître.

Aux lendemains de l'Année internationale de la femme et face à l'essor du courant historiographique, encore jeune au Québec, qui tente de lever le voile sur l'histoire des travailleurs, l'intérêt d'une étude sur l'évolution du travail de la femme au Québec n'a pas besoin de longue justification, d'autant plus qu'il n'existe aucune étude globale de ce phénomène, pourtant indispensable à la compréhension et à la juste évaluation des transformations récentes de la société québécoise. C'est dans cette double perspective de jeter un premier coup de sonde dans l'histoire d'une catégorie de plus en plus importante parmi les travailleurs québécois et d'ajouter une facette à l'analyse de l'évolution de la société québécoise que l'auteur a entrepris cette étude.

Les trois décennies qui constituent le cadre chronologique de cette recherche voient le phénomène du travail de la femme prendre de l'ampleur et surtout se transformer profondément par l'entrée des femmes mariées sur le marché du travail. Cette nouvelle ampleur du phé-

nomène et les transformations qu'il connaît entre 1940 et 1970 devaient conduire et le monde du travail et la société dans son entier à réviser leurs positions et à s'adapter progressivement à la réalité du travail de la femme.

Cette évolution peut être abordée selon trois aspects: l'aspect statistique, l'aspect professionnel et l'aspect social. Par le biais des statistiques, nous pouvons retracer l'évolution quantitative de la participation féminine à la main-d'oeuvre et de sa répartition selon les grandes divisions professionnelles et les caractéristiques personnelles des travailleuses (âge, état civil, scolarité). Le second aspect étudié est celui des conditions de travail des femmes depuis 1940, aspect que nous avons précédemment qualifié de professionnel. Il s'agit avant tout ici de faire ressortir les principaux aspects des conditions de travail qui ont soulevé le plus de revendications tout au long de la période et de tracer l'évolution qualitative de celles-ci. L'aspect social de l'évolution du travail de la femme au Québec tente pour sa part de retracer l'attitude de la société face à ce phénomène.

Ainsi les grandes conclusions de cette recherche ne viennent la plupart du temps que confirmer les idées que nous nous faisons tous de l'évolution du travail de la femme au Québec, comme son augmentation, sa diversification ou son acceptation progressive par la société. Si cette recherche permet au lecteur de préciser ou même d'accroître sa compréhension d'un phénomène qui suscite encore bien des intérêts et provoque même des controverses, et par là même de mieux saisir l'évolution de la société québécoise, l'objectif sera atteint.

Pour renseignements: Gilles Paquette, 282-4964.

Sommaire

La rentrée — Sheila Finestone

Départs et arrivée à la FFQ

Conseils régionaux

Associations

Courrier

Sondage - Dossier élections provinciales — Christiane Bacave

Condition féminine et politique

Nouvelles d'un peu partout

Education

Nominations

Témoignage

Publications

ISSN 0700-4621

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec

Comité du bulletin: **responsable:** Lucille Mottet; **rédactrice en chef:** Monique Roy; Michèle Jean et Christiane Bacave.

Le bulletin paraît cinq fois l'an entre septembre et juin et est publié grâce à une subvention du fonds spécial du Ministre chargé de la situation de la femme, M. Marc Lalonde.

Les membres en règle de la FFQ reçoivent le bulletin gratuitement. Les personnes résidant à l'extérieur du Québec et désireuses de recevoir le bulletin peuvent s'abonner.

abonnement pour un an (cinq numéros) \$3.00

abonnement de soutien

Nom:

Adresse

Versements par chèques ou mandat-poste à l'ordre de:

Le bulletin de la FFQ

1600 rue Berri

Bureau 3115

Montréal

La librairie des femmes a deux ans, le 15 octobre. Pour une période de trois mois, la librairie met à l'essai une nouvelle politique de rabais: 10% de remise sur tout achat de \$20. et plus à la fois. Si cette initiative est appréciée, elle se poursuivra.

Nouveautés

Rouge Elizabeth, Yvonne Singer Le Cocq, éd. Stock, 256 p. \$12.95. Le Destin d'une grande révolutionnaire: Elizabeth Dmitrieff.

L'autre moitié de l'homme, Joanna Russ, éd. Robert Lafont, 288 pages, \$12.25. Science-fiction.

Pipi Debout. Quelle injustice! Suzy Vergez, éd. Grasset, coll. Temps des Femmes, 193 pages, \$9.95. Essai.

Un autre communisme, Annie Kriegel, éd. Hachette, 183 pages, \$9.50. Essai.

Sorcières, No 8, collectif, 64 pages, \$4.80, revue bimestrielle, Thème: fidélités.

Le rat de Venise, Patricia Highsmith, éd. Calmann-Lévy, 274 p. \$11.55. roman policier.

Récemment parus en poche:

La Dérobade, Jeanne Cordelier, 505 pages, \$3.50. récit.

Les mots pour le dire, Marie Cardinal, \$3.00. récit.

Journal (44-47), Anaïs Nin, 371 pages, \$3.00. autobiographie.

Les nouveautés québécoises:

L'amèr, Nicole Brossard, aux Quinze.

Charles Lévy, M.D., Monique Bosco, aux Quinze.

Le chemin des dames, Madeleine Ferron, Editions La Presse.

Ces enfants de ma vie, Gabrielle Roy, Editions La Presse.

A défaut de la cuirasse, Lise Lacasse, aux Quinze.

Madeleine Gagnon et Denise Boucher, auteurs de **Retailles**, (Editions l'Étincelle), iront ces jours-ci présenter leur livre en France, en Suisse et en Belgique. On leur souhaite un bon voyage et on se réjouit avec elles de constater que la parole québécoise, neuve et belle, prend le large.

Agnès Varda, cinéaste, a passé quelques jours à Montréal à la fin de septembre, pour présenter son dernier film: **L'une chante, l'autre pas**. Ce film, d'abord présenté en avant-première au cinéma Outremont, est maintenant projeté dans plusieurs salles de la province. Agnès Varda souhaite que son film connaisse une large diffusion et rejoigne "plus que quelques femmes convaincues et quelques hommes curieux". Elle n'a pas trouvé de producteur pour ce film qu'elle a mis cinq ans à faire et a fondé sa propre maison de production. Un producteur lui avait même dit "maintenant que vous avez la pilule, est-ce que cela ne vous suffit pas..."

L'une chante, l'autre pas est un beau film, lyrique, tendre et tonique. L'auteur n'apporte pas LA solution, mais débrouille beaucoup de préjugés, de tabous, d'interdits. Il n'est pas question d'être d'accord ou pas, une fois pour toutes, mais de regarder, de sentir et de réfléchir. Un film à voir.